

PANORAMA

STATISTIQUE

EMPLOI ET FORMATION

PROFESSIONNELLE

Branche de l'enseignement privé indépendant (EPI)





Sommaire

1

Synthèse et chiffres Clés

Page 4

2

Données Économiques

Page 6

3

Emploi & données Sociales

Page 15

4

Formation

Page 44

5

Méthodologie et annexes

Page 89





Synthèse et chiffres clés

Introduction



En 2023-2024, la branche de l'enseignement privé indépendant confirme sa dynamique de croissance, matérialisée par une progression continue du nombre d'entreprises, d'établissements, d'emplois, ainsi que du chiffre d'affaires.

Au 31 décembre 2023, la branche dénombrait 2 707 entreprises et plus de 3 400 établissements, avec une structuration demeurant relativement équilibrée entre associations/fondations et sociétés commerciales. Si les TPE restent majoritaires (61 % des entreprises), leur poids recule légèrement au profit des PME, traduisant une certaine consolidation du secteur. Cette croissance et ces évolutions interviennent dans un contexte où les établissements doivent adapter leur modèle à un environnement de plus en plus concurrentiel, aux pressions démographiques et aux évolutions réglementaires.

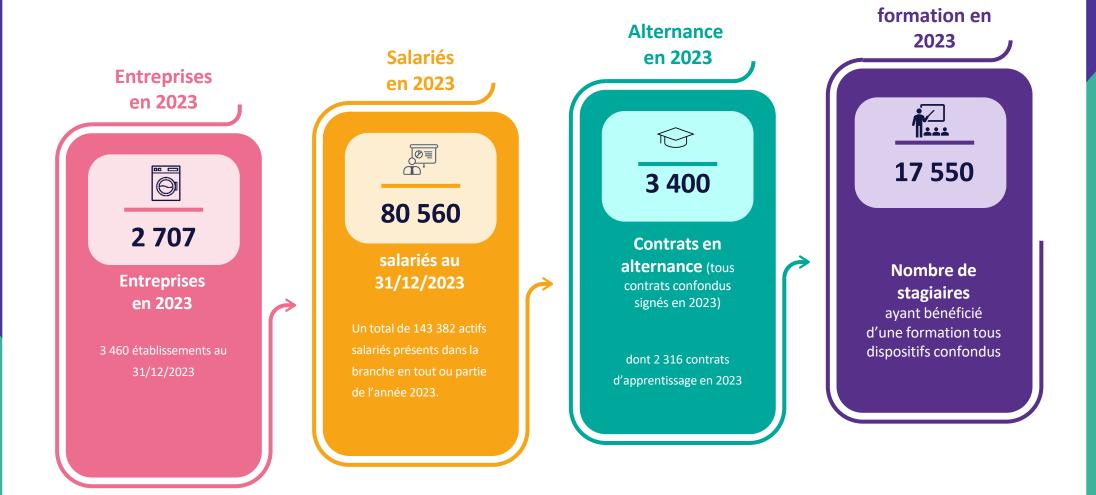
La branche compte plus de 80 500 emplois fin 2023, pour un total de 143 380 actifs ayant travaillé en son sein au cours de l'année. Cette dynamique devrait se poursuivre puisque le volume des recrutements est resté élevé en 2024, avec plus de 72 % des établissements ayant embauché, dont une part significative des entrées réalisées en CDI.

La branche accueille une diversité de métiers, au sein desquels les enseignants représentent 47% des effectifs. Les conditions d'emplois sont marquées par une certaine flexibilité dans l'organisation du travail. Le taux de temps plein a progressé, atteignant 67 % en 2023, mais la diversité des contrats reste importante et le temps partiel reste au-dessus de la moyenne nationale.

Sur le volet formation, la branche se distingue par une augmentation continue de l'apprentissage (+6% entre 2022 et 2023), ainsi que par la montée en puissance de l'usage du CPF. Ce développement accompagne la nécessité d'adapter en permanence les compétences aux mutations en cours, notamment dans le cadre des transitions numérique et écologique.



Les chiffres clés de la branche



Sources: Agirc Arrco, données formation AKTO 2023



Bénéficiaires de



La branche EPI dénombre plus de 2 700 entreprises et près de 3 500 établissements

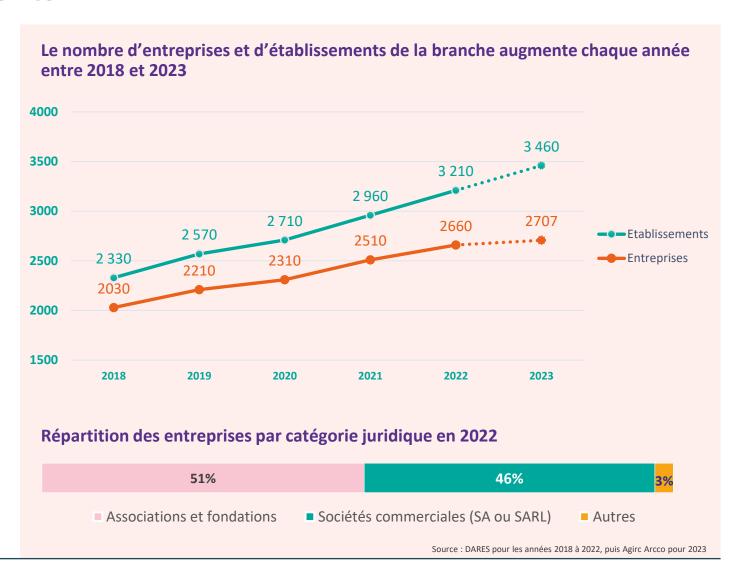
La branche dénombre **2 707**entreprises au 31/12/2023, soit une croissance annuelle moyenne de 6% depuis 2018.

L'augmentation est encore plus forte pour les établissements : +8% en moyenne chaque année, pour

3 460 établissements au 31/12/2023.

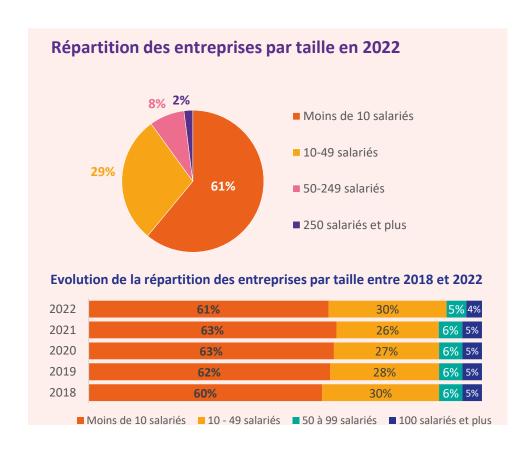
Globalement, les structures de la branche sont partagées entre une moitié d'associations ou fondations, et une autre moitié d'entreprises commerciales.

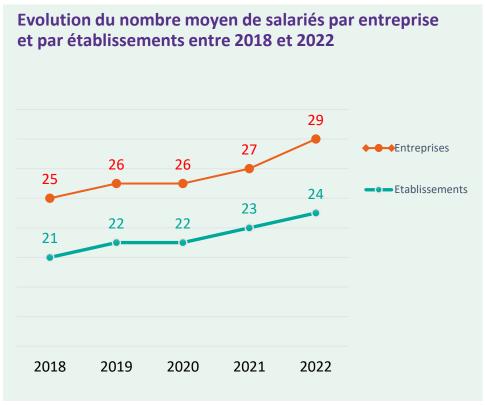
Quelques autres statuts tels que des GIE ou des entreprises individuelles ne représentent que 3% des structures.





61% des entreprises sont des TPE (moins de 10 salariés) en 2022





La majorité des structures sont des TPE : 61%. Néanmoins, la part des entreprises de moins de 10 salariés a légèrement baissé entre 2021 et 2022, au profit des entreprises de 10 à 49 salariés.

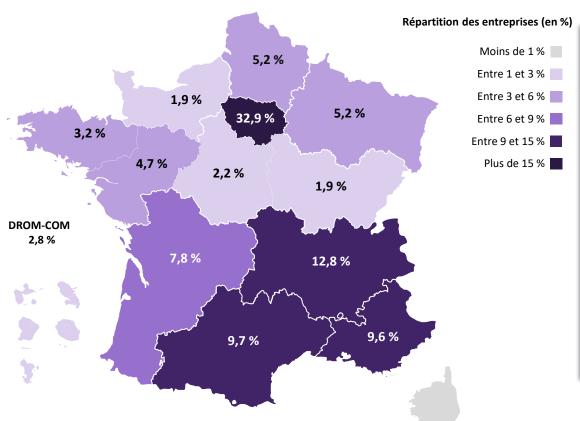
Le nombre moyen de salariés par entreprise ou par établissement augmente en continu entre 2018 et 2022, passant de 25 à 29 pour les entreprises et de 21 à 24 pour les établissements.

Source: INSEE BTS 2022



Un tiers des entreprises est concentré en IDF (en 2022)

Répartition des entreprises par région de leur siège administratif en 2022



Répartition des entreprises par région de leur siège administratif et par taille en 2022

Dásion	Nombre entreprises	Répartition des entreprises par taille			
Région		Moins de 10 salariés	10 à 49 salariés	50 à 249 salariés	250 salariés et plus
Île-de-France	851	50%	33%	13%	4%
Auvergne-Rhône-Alpes	330	56%	28%	13%	3%
Occitanie	251	58%	29%	10%	3%
Provence-Alpes-Côte d'Azur	249	54%	33%	9%	4%
Nouvelle-Aquitaine	201	68%	17%	10%	4%
Hauts-de-France	135	44%	35%	14%	7%
Grand Est	134	58%	25%	11%	5%
Pays de la Loire	122	43%	33%	16%	8%
Bretagne	82	52%	26%	16%	6%
DROM-COM	68	90%	10%		-
Centre-Val de Loire	48	85%	15%		-
Normandie	45	71%	9%	11%	9%
Bourgogne-Franche-Comté	43	70%	23%	7%	
Corse*	< 5	-	-	-	-

^{*} En raison du très faible nombre d'entreprises en Corse, la donnée est en secret statistique et n'est pas communiquée par L'INSEE

33% des entreprises sont concentrées en Ile-de-France. Un deuxième tiers des entreprises se situe dans les régions Auvergne-Rhône-Alpes, Nouvelle-Aquitaine et PACA. Les grandes entreprises (250 salariés ou plus) sont particulièrement présentes en Normandie, dans les Pays de la Loire et dans les Hauts-de-France.

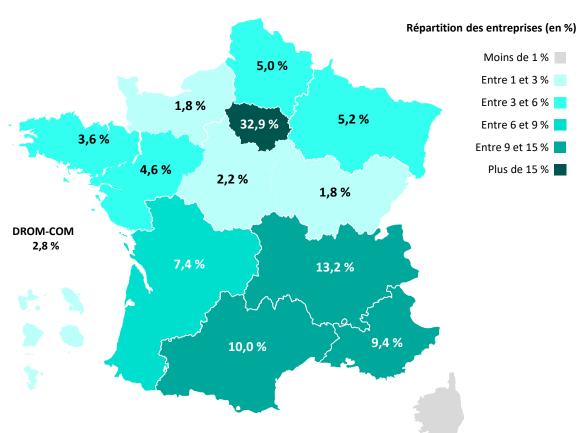
Source : Données BTS 2022



Un tiers des établissements est concentré en lle-de-France (en 2022)

Répartition des établissements par région en 2022





	Nombre établissements 2022	Répartition des établissements par taille			
Région		Moins de 10 salariés	10 à 49 salariés	50 à 249 salariés	250 salariés et plus
Île-de-France	931	52%	35%	12%	1%
Auvergne-Rhône-Alpes	374	61%	31%	7%	1%
Occitanie	283	64%	29%	6%	1%
Provence-Alpes-Côte d'Azur	275	62%	36%	2%	
Nouvelle-Aquitaine	208	76%	22%	2%	
Grand Est	146	63%	32%	5%	
Hauts-de-France	142	51%	39%	6%	4%
Pays de la Loire	131	-	84%	8%	8%
Bretagne	103	69%	26%	5%	
DROM-COM	80	92%	8%		
Centre-Val de Loire	63	85%	15%		
Bourgogne-Franche-Comté	51	75%	25%		
Normandie	51	71%	21%	8%	
Corse*	< 5	-	-	-	-

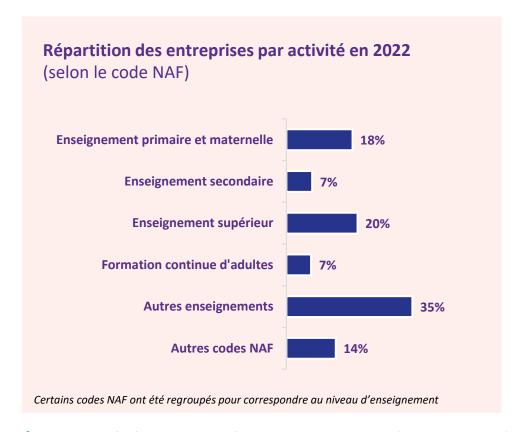
^{*} En raison du très faible nombre d'établissements en Corse, la donnée est en secret statistique et n'est pas communiquée par L'INSEE

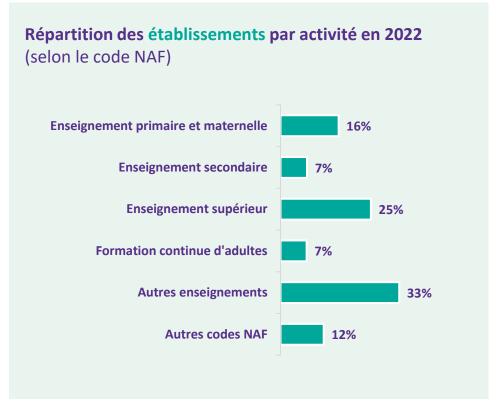
La répartition régionale des établissements reflète étroitement celle des entreprises : l'Île-de-France concentre 33 % des établissements, suivie des mêmes trois grandes régions que sont l'Auvergne-Rhône-Alpes, l'Occitanie et la région PACA.



Source: Données BTS 2022

Des entreprises et des établissements couvrant une grande diversité d'activités d'enseignement (2022)





[•] Parmi les degrés d'enseignement présents au sein de la branche, l'enseignement supérieur représente le plus d'entreprises et d'établissements, suivi par l'enseignement primaire et maternelle.

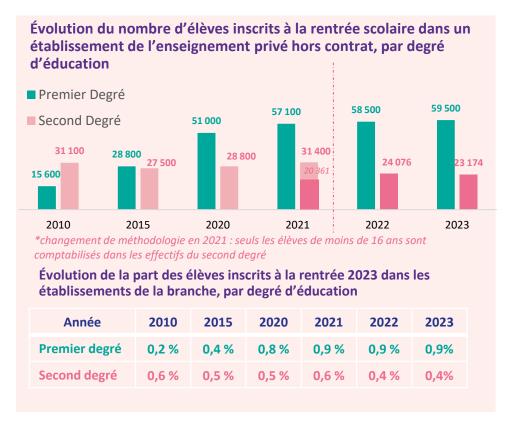
La catégorie "Autres codes NAF" comprend les structures d'accueil de jeunes enfants, des activités de sièges sociaux et des associations non classées.



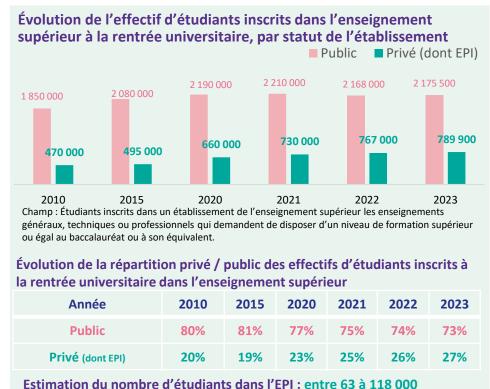
Source: INSEE - BTS 2022

[•] La catégorie « Autres enseignements » représente un tiers des entreprises et des établissements. Elle comprend différents types d'enseignement hors niveaux, dont les enseignements culturels, les activités de soutien, révision, etc. (voir méthodologie)

En 2023, le nombre d'élèves et d'étudiants inscrits à la rentrée scolaire ou universitaire au sein des établissements, continue d'augmenter d'après les effectifs comptabilisés par les ministères de Education nationale et de l'enseignement supérieur et recherche



L'augmentation des effectifs dans le premier degré se maintient, en lien avec la progression du nombre d'établissements à ce niveau d'enseignement. En revanche, on observe un fléchissement des effectifs dans le second degré, qui s'inscrit dans une tendance générale : qu'il s'agisse du public ou du privé, le nombre d'élèves au collège a diminué de 0,2 % entre 2022 et 2023.

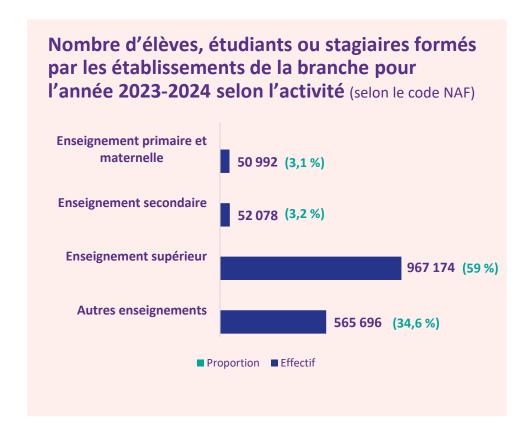


La part de l'enseignement supérieur privé continue de croître. Les statistiques ministérielles ne distinguent pas au sein des établissements privés, ceux relevant de la branche. Toutefois, selon un rapport d'information de l'Assemblée nationale*, la proportion d'étudiants inscrits dans des établissements privés à but lucratif représenterait entre 8 % et 15 % de l'ensemble des effectifs du supérieur privé, soit entre 63 000 et 118 000.

Source : Données Repères et références Statistiques 2024 Ministère Education nationale et Ministère Enseignement supérieur et recherche : élèves inscrit à la rentrée scolaire ou universitaire.

^{*}Rapport d'information par la commission des affaires culturelles et de l'éducation en conclusion des travaux de la mission d'information sur l'enseignement supérieur privé a but lucratif, 10 avril 2024.

Au cours de l'année scolaire/universitaire 2023-2024, les établissements de la branche ont accueilli au total plus d'1,6 million d'élèves, étudiants ou stagiaires





Au cours de l'année 2023-2024, les établissements de la branche ont accueilli 1 635 940 élèves, étudiants ou stagiaires au cours de l'année 2023/2024.

La prépondérance de l'enseignement supérieur dans la branche se retrouve ainsi dans les effectifs d'inscrits : près de 60% des inscrits le sont dans l'enseignement supérieur.

L'écart par rapport aux données des Ministères de l'Éducation nationale et de l'Enseignement supérieur et de la Recherche s'explique par le périmètre et le mode de comptabilisation. Les Ministères ne comptabilisent que les élèves et étudiants de la formation initiale inscrits lors de la rentrée. Les données ci-dessus obtenues par l'enquête incluent tous les publics (dont des stagiaires de la formation professionnelle), les publics inscrits au cours de l'année 2023-2024 (et non seulement à la rentrée) et toutes les modalités, dont les formations 100% à distance qui comptent d'importants effectifs dans l'enseignement supérieur technique et dont les inscriptions peuvent se faire en continu au cours de la période. Néanmoins, les données ayant été redressées sur la base des réponses des entreprises, une marge d'erreur est possible.



Un chiffre d'affaires de l'ordre de 8 milliards d'euros en 2024, en augmentation de 2,9% par rapport à 2023

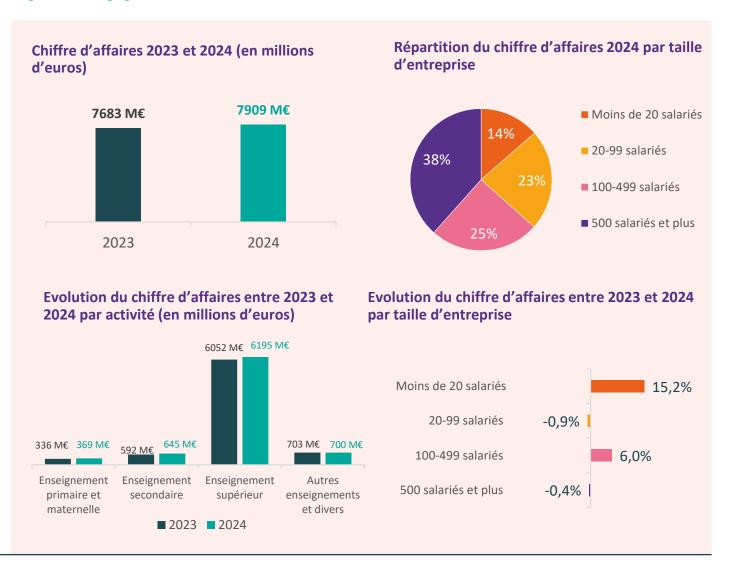
Les entreprises de la branche ont réalisé un chiffre d'affaires de 7,9 milliards d'euros en 2024, un chiffre en augmentation de 2,9% par rapport à 2023.

Cette augmentation a concerné les 3 niveaux d'enseignement, mais principalement l'enseignement primaire et maternelle (+10%). L'augmentation est plus limitée pour l'enseignement supérieur (+2%), mais il représente à lui seul 78% du chiffre d'affaires de la branche.

La part de chiffres d'affaires réalisé est inversement proportionnelle à la taille des entreprises. Ainsi, les plus grandes d'entre elles (500 salariés et plus), très minoritaires dans la branche (<2%) réalisent 38% du chiffre d'affaires.

Néanmoins, ce sont les entreprises de moins de 20 salariés qui ont connu la plus forte augmentation : +15,2% entre 2023 et 2024.

Source : Enquête nationale 2025 réalisée auprès des entreprises de la branche EPI sur l'exercice 2024







Plus de 143 000 actifs présents dans la branche au cours de l'année 2023, soit 8% de plus qu'en 2022

En 2023

Salariés actifs présents dans la branche EPI au cours de l'année 2023, ayant exercé en tout ou partie de l'année, en emploi principal* ou non (source Agirc-Arcco)

80 560 salariés comptabilisés au 31 décembre 2023, tous types d'emploi (emploi principal* ou non) - (source Agirc-Arcco)

D'après le rapport statistique de branche établi par l'AGIRC-ARRCO sur la base de la DSN et d'autres déclarations sociales que l'établissements consolide. Une première analyse présentée dans ce rapport porte sur les 143 382 actifs présents en 2023.

En 2022 (dernière année pour lesquelles les données INSEE sont disponibles à date de réalisation du rapport)

132 666

salariés actifs présents dans la branche EPI au cours de l'année 2022, ayant exercé en tout ou partie de l'année, en emploi principal* ou non (source Agirc-Arcco)

77 200 salariés comptabilisés au 31 décembre 2022, tous types d'emploi (emploi principal ou non) (source Agirc-Arcco)

46 888 salariés en emploi principal* dans la branche au 31 décembre 2022 (source INSEE Base tous salariés)

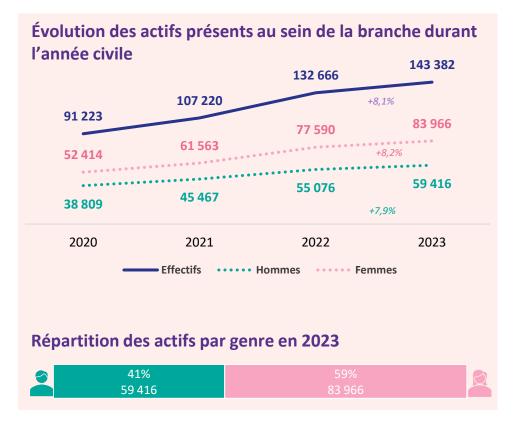
Puis, dans le prolongement du portrait statistique emploi-formation précédent, nous présentons l'analyse des indicateurs sur les emplois principaux, précisés dans le titre et la date de chaque graphique ou commentaire.

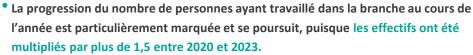
* Un emploi est considéré comme principal (ou non annexe) par l'INSEE s'il atteint un montant de rémunération annuelle supérieur supérieure à 3 SMIC mensuels ou si la durée d'emploi dépasse 30 jours et 120 heures et 1,5 heure par jour.



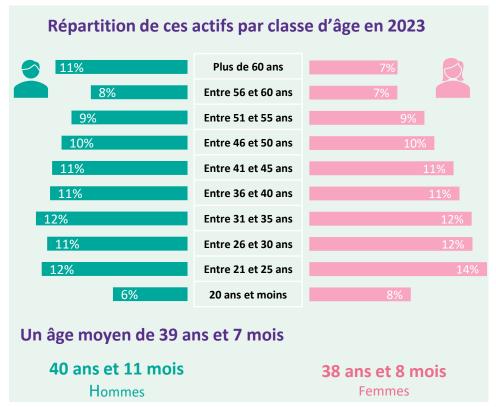


8% d'actifs supplémentaires présents dans la branche entre 2022 et 2023 (tous types d'emploi, principal ou non)





[•] La proportion d'hommes dans ces effectifs est légèrement plus élevée que celle des salariés ayant un emploi principal au 31/12.

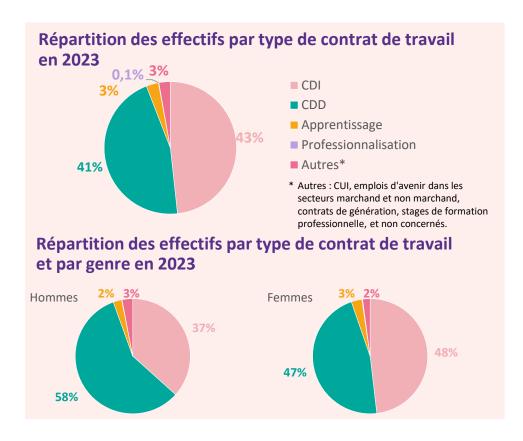


- L'âge moyen des effectifs a augmenté: 39.6 ans en 2023 contre 38.7 ans en 2022.
- Les femmes, plus nombreuses dans la branche sont plus jeunes en moyenne que les hommes.

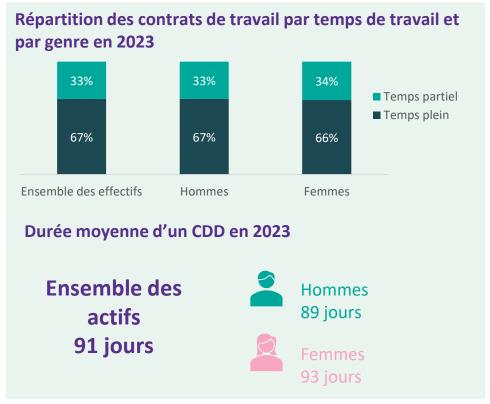
Source : Données Agirc Arrco 2023



Caractéristiques des contrats de travail des actifs ayant travaillé dans la branche au cours de l'année 2023 (en emploi principal ou non)







- 1/3 des effectifs est à temps partiels, sans distinction notable entre les femmes et les hommes
- Entre 2022 et 2023, la durée moyenne des CDD a augmenté de 5 jours pour les femmes et de 6 jours pour les hommes.

Source : : Données Agirc Arrco 2023

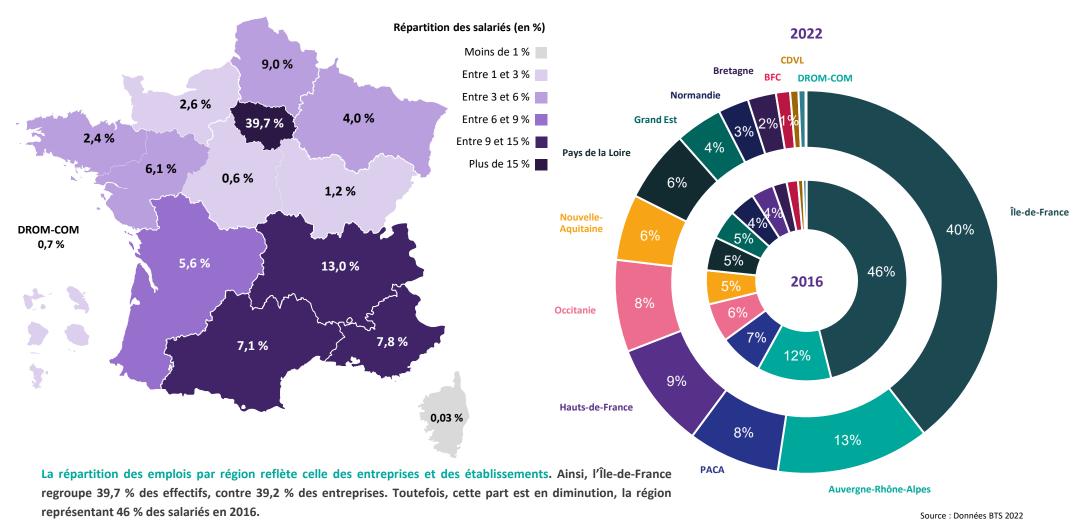




En 2022, les salariés en emploi principal restent concentrés en IDF

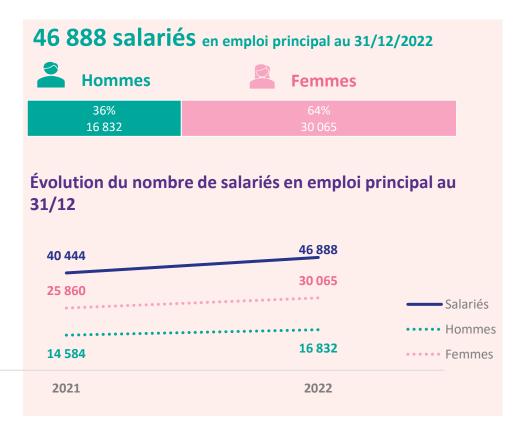
Répartition des salariés en emploi principaux par région en 2022

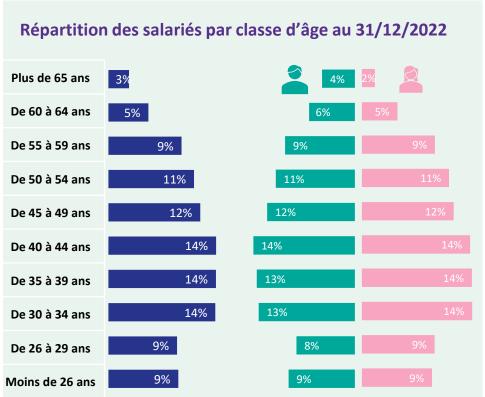
Évolution de la répartition des salariés par région entre 2016 (au centre) et 2022 (en périphérie)





Une forte augmentation du nombre de <u>salariés en emploi principal dans la</u> branche au 31 décembre 2022





- L'effectif de salariés en emploi principal dans la branche au 31/12 a progressé de 16 % en un an, cette hausse concernant aussi bien les femmes que les hommes.
- Par ailleurs, la répartition par genre demeure stable.

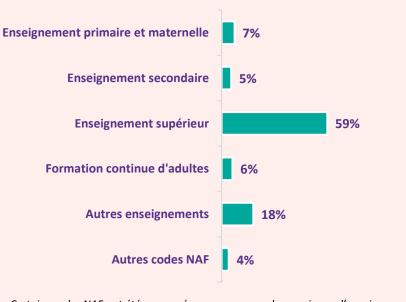
• La pyramide des âges révèle un vieillissement légèrement plus marqué que la moyenne des branches professionnelles. Dans la branche, 8 % des salariés ont 60 ans ou plus, contre 5 % en moyenne toutes branches confondues. Ce phénomène de vieillissement est un peu plus prononcé chez les hommes.

Source : Données BTS 2022



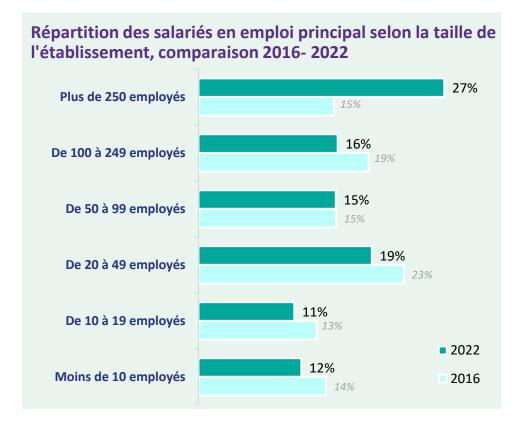
Une part prépondérante des salariés en emploi principal EPI dans l'enseignement supérieur (2022)





Certains codes NAF ont été regroupés pour correspondre au niveau d'enseignement – voir la méthodologie

• L'enseignement supérieur rassemble la majorité des salariés en emploi principal, avec près de 60 %, soit une hausse de 5 points par rapport à 2021. Les autres niveaux d'enseignement, à savoir le primaire, la maternelle et le secondaire, ne regroupent que 11 % des salariés.



• La proportion de salariés en emploi principal travaillant dans les plus grandes entreprises atteint 27 % et progresse depuis plusieurs années, avec une hausse de 12 points en six ans, alors que ces entreprises ne représentent que 2 % du total.

Source: Données BTS 2022



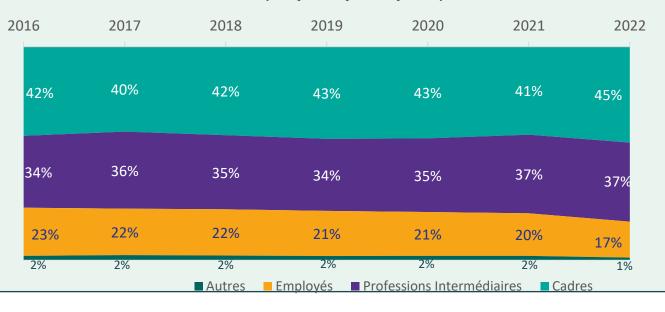
La branche se caractérise par une proportion très élevée de cadres (2022)

- 45% des salariés en emploi principal dans la branche sont cadres, une proportion en augmentation de 4 points par rapport à l'année précédente.
- Cette proportion est très au-dessus de la moyenne des branches professionnelle (21% de cadres).
- En parallèle, la part des emplois moins qualifiés et notamment d'employés a baissé dans la branche depuis 2018.

Effectif estimé de salariés par catégorie socioprofessionnelle au 31/12/2022 (emplois principaux)

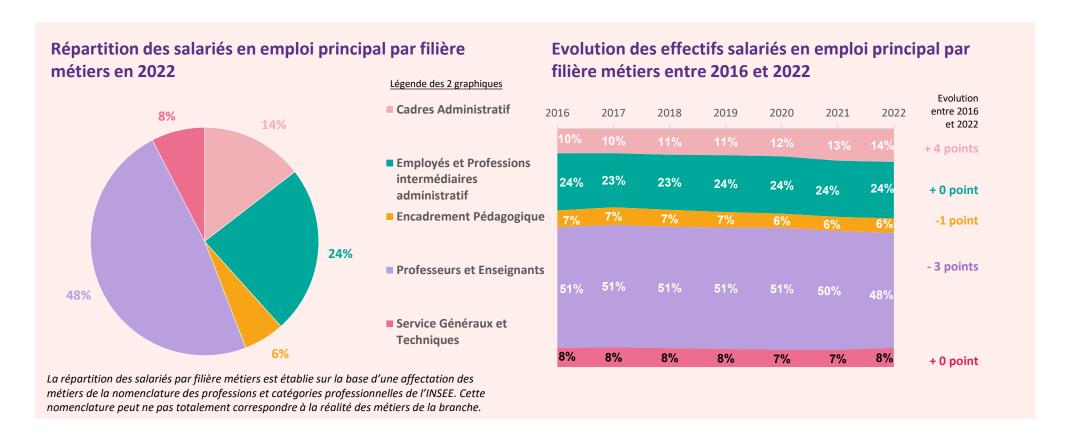
Cadres	Professions Intermédiaires	Employés	Autres
~ 21 100	~ 17 500	~ 7 900	~ 470

Proportion estimée de salariés selon la catégorie socioprofessionnelle au 31/12 des années 2016 à 2022 (emplois principaux)





Les métiers exercés par les salariés en emploi principal dans la branche en 2022 (selon la nomenclature des professions et catégories professionnelles – PCS de l'INSEE)



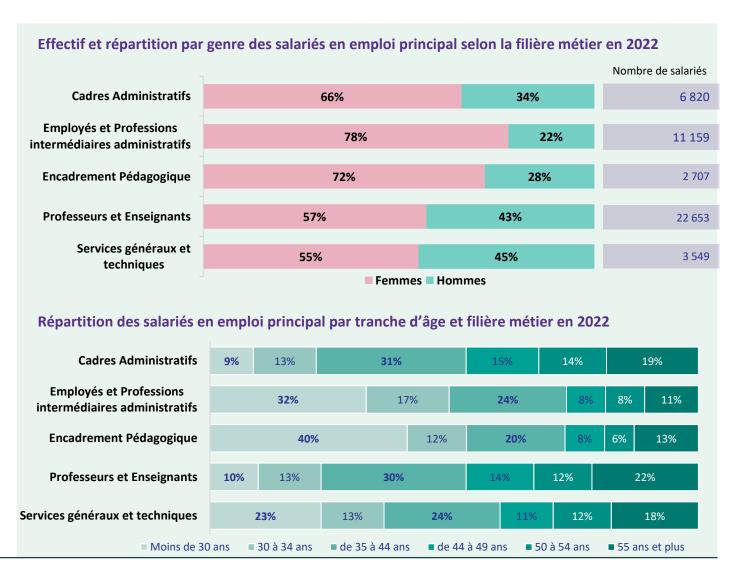
• En 2022, les professeurs et enseignants constituent un peu moins de la moitié des salariés, alors qu'ils étaient auparavant majoritaires. La part des personnels d'encadrement pédagogique a également diminué, s'établissant à 6 % en 2022. Ce sont les postes de cadres administratifs qui ont connu la plus forte progression ces dernières années, atteignant 14 % des effectifs en 2022, soit une hausse de 4 points depuis 2016.

Source: Données BTS 2022



Des emplois largement féminisés dans l'ensemble des métiers et un vieillissement plus marqué dans certaines filières métiers (2022)

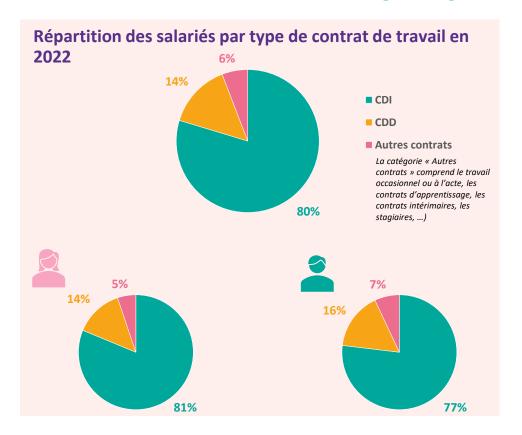
- La prédominance féminine au sein de la branche se retrouve dans les cinq principales filières métiers, bien que l'on observe une répartition genrée des métiers.
- Les fonctions administratives non-cadres ainsi que l'encadrement pédagogique sont très majoritairement occupés par des femmes.
- À l'inverse, la filière des services généraux et techniques compte une proportion d'hommes supérieure à leur part dans l'ensemble de la branche.
- La principale filière, celle des professeurs et enseignants, présente une répartition hommes-femmes relativement similaire à celle observée globalement dans la branche.
- Par ailleurs, la répartition par tranche d'âge révèle un vieillissement plus marqué des salariés dans cette filière.
- Enfin, les métiers de l'encadrement pédagogique se distinguent par une forte proportion de moins de 30 ans, qui représentent 40 % des effectifs.

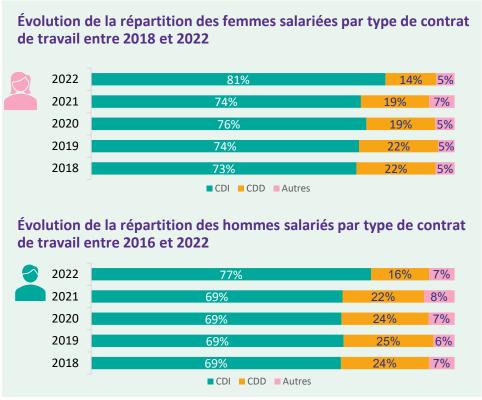




Source: Données BTS 2022

80% des salariés en emploi principal au 31/12/2022 sont en CDI



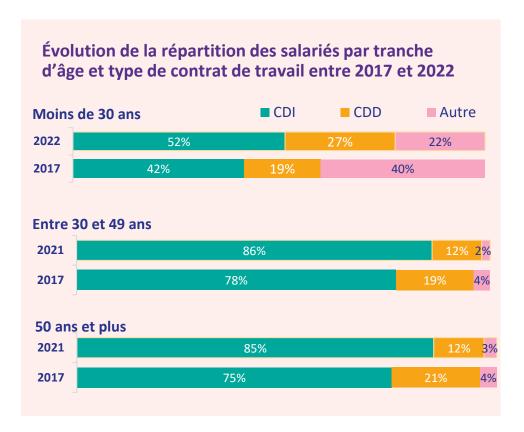


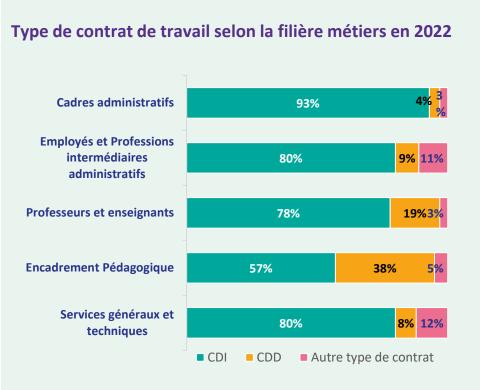
[•] La part des CDI a augmenté d'un point entre 2021 et 2022, passant de 79% à 80%. Cette évolution positive concerne aussi bien les femmes que les hommes, les femmes étant toutefois plus souvent en CDI.

Source: Donnée INSEE, BTS 2022



Les jeunes, ainsi que les salariés de l'encadrement pédagogique où ils sont nombreux, occupent plus fréquemment des postes en CDD (2022)





La part des CDD a nettement diminué ces dernières années parmi les salariés de 30 ans et plus. En revanche, les jeunes sont désormais recrutés plus fréquemment qu'auparavant en CDD ou sous d'autres types de contrats.

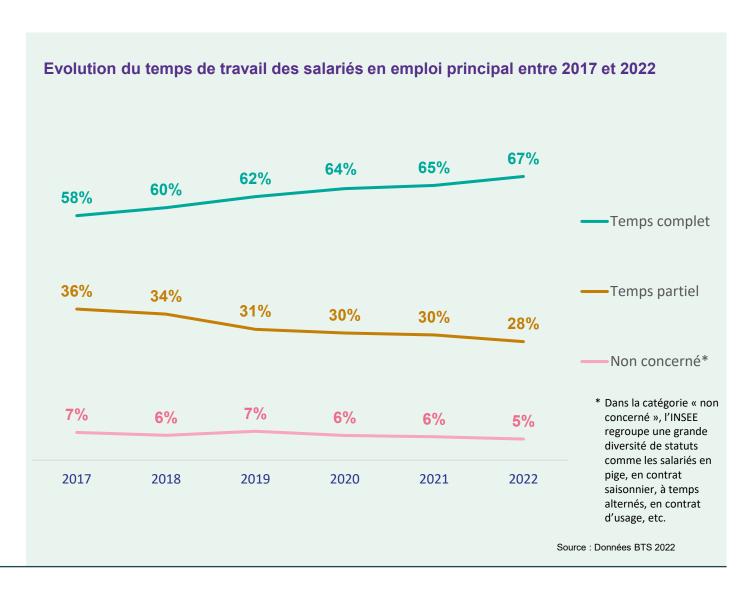
Le recours aux CDD est particulièrement important dans les emplois d'encadrement pédagogique, et dans une moindre mesure chez les professeurs et enseignants. À l'inverse, les postes administratifs, dans la branche comme ailleurs, sont très majoritairement pourvus en CDI.

Source : Données BTS 2022



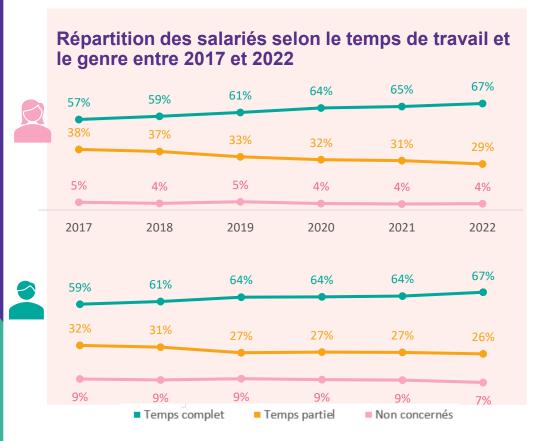
La proportion de temps plein pour les salariés en emploi principal en 2022 est en hausse

- Pour les salariés en emploi principal, la part de temps complet progresse, atteignant 67 % en 2022 contre 65 % l'année précédente.
- Bien que le temps partiel soit en recul, il demeure supérieur à la moyenne observée dans les autres branches professionnelles (20 %).

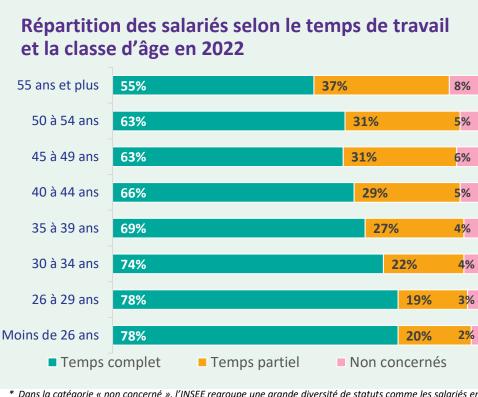




Une relative parité dans la répartition du temps de travail en 2022, avec des évolutions principalement influencées par l'âge







^{*} Dans la catégorie « non concerné », l'INSEE regroupe une grande diversité de statuts comme les salariés en pige, en contrat saisonnier, à temps alternés, en contrat d'usage, etc.

Le recours au temps partiel augmente avec l'âge.

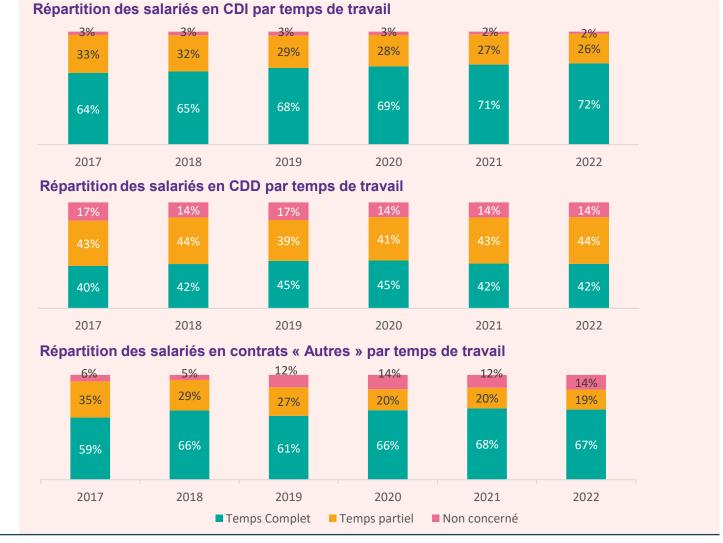




Les salariés en CDD occupent plus souvent des emplois à temps partiel que ceux ayant un autre type de contrat de travail

Le recours plus important au temps partiel pour les salariés en CDD, tend à augmenter, passant de 39% en 2019 à 44% en 2022.

A l'inverse, la proportion de temps partiel diminue pour les salariés en CDI, passant de 33% en 2017 à 26% en 2022.

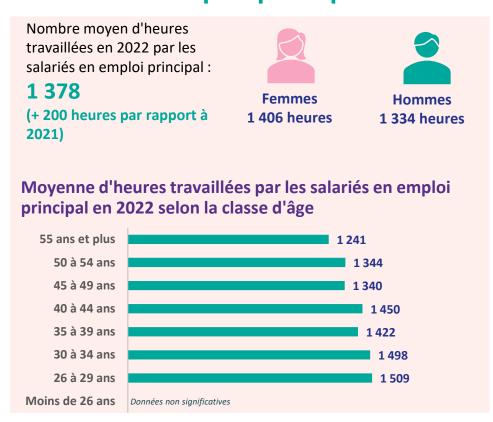


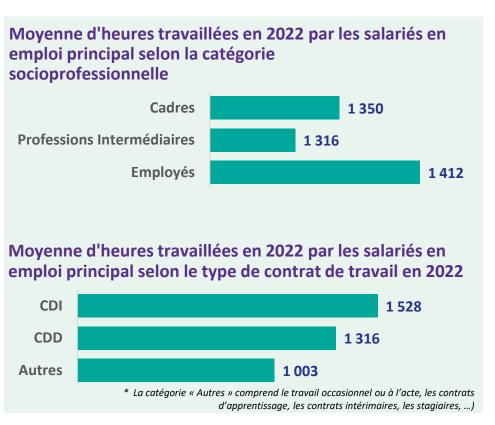
^{*} Dans la catégorie « non concerné », l'INSEE regroupe une grande diversité de statuts comme les salariés en pige, en contrat saisonnier, à temps alternés, en contrat d'usage, etc.



Source : Données BTS 2022

Le nombre moyen d'heures travaillées a augmenté entre 2021 et 2022 pour les salariés en emploi principal





[•] Le nombre moyen d'heures travaillées par an a progressé parallèlement à la hausse du recours au temps plein dans la branche.





Au 31/12/2024, la répartition des salariés (tous types d'emploi confondus) par type de contrat montre des différences importantes selon l'activité ou la taille des entreprises

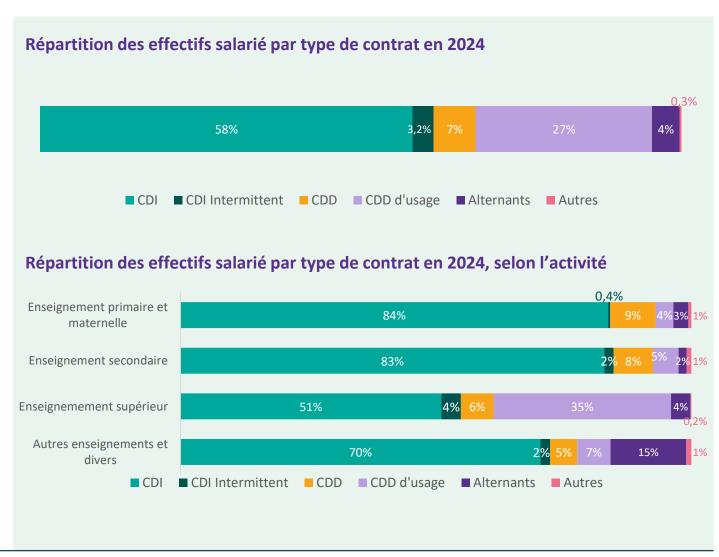
A noter : l'enquête permet d'obtenir des données sur les CDI Intermittents (CDII) et les contrats à durée déterminée d'usage (CDDU) qui ne sont pas identifiables dans les données de l'INSEE.

D'après les données d'enquête portant sur les effectifs présents dans les entreprises au 31 décembre 2024, la proportion de salariés en CDI varie fortement selon l'activité : elle n'est que de 51% dans l'enseignement supérieur alors qu'elle est beaucoup plus élevée dans les autres activités.

27% des salariés de la branche sont en CDD d'usage, mais cette proportion globale élevée s'explique par le recours important de l'enseignement supérieur (35% des effectifs)

3,2% des salariés sont en CDI Intermittent (CDII). L'enseignement supérieur est le principal secteur a avoir recours à ce type de contrat.

Source : Enquête nationale 2025 réalisée auprès des entreprises de la branche EPI sur l'exercice 2024





Répartition des salariés selon leur durée mensuelle* de travail en 2024

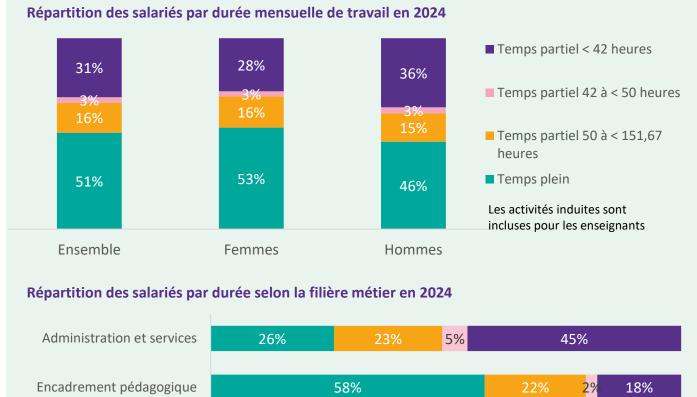
En 2024, 51% des salariés de la branche avaient une durée mensuelle de travail correspondant à un temps plein.

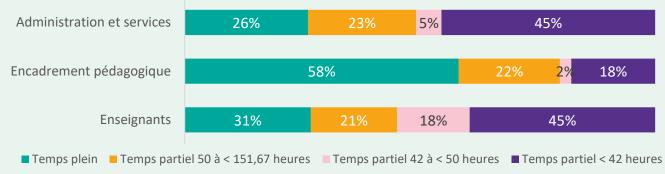
Cette proportion est plus élevée pour les femmes (53%) que pour les hommes (46%).

Les salariés de la filière Encadrement pédagogique sont majoritairement à temps plein alors que les salariés des autres filières métiers sont très majoritairement à temps partiel.

La majorité des salariés à temps partiel a une durée mensuelle de travail inférieur à 42 heures

Source : Enquête nationale 2025 réalisée auprès des entreprises de la branche EPI sur l'exercice 2024







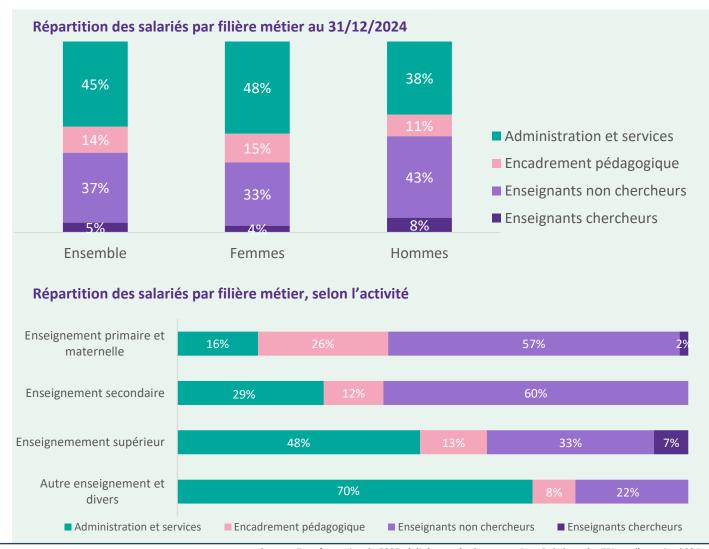
^{*} Il s'agit de la durée mensuelle inscrite au contrat. Les durées induites sont prises en compte pour les enseignants.

En 2024, 42% des salariés présents dans les établissements au 31/12 sont des enseignants (selon la nomenclature métier de la branche)

L'enquête menée sur les effectifs 2024 semble confirmer une poursuite de la baisse de la proportion des enseignants dans les effectifs. Toujours majoritaires, ils représentent désormais 42% des salariés. 5% des salariés sont enseignants- chercheurs.

Elle confirme également la proportion importante de salariés exerçant un emploi de la filière métier administration et services qui représente 45% des effectifs. Cependant, cette proportion varie fortement selon l'activité: elle n'est que de 16% pour l'enseignement primaire et maternelle où l'encadrement pédagogique est par ailleurs plus important (26% des effectifs). Les emplois administratifs et de services sont les plus importants dans l'enseignement supérieur (48%) et majoritaires dans les établissements d'autres enseignements et d'activités classées en diverses (enseignement culturel, formation continue d'adultes, etc.)

A noter : Cette répartition des salariés par filière est effectuée sur la base de réponses des structures ayant répondu à l'enquête. Elle est plus précise que les données 2022 mobilisant la nomenclature de l'INSSEE (peu spécifique sur les intitulés métiers) même si elle porte sur des données déclaratives redressées.





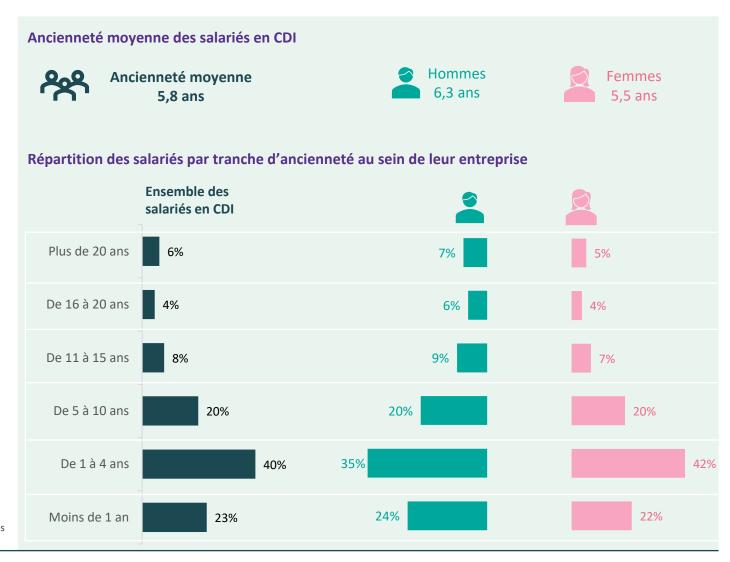


En 2024 : une ancienneté moyenne de 5,8 ans pour les signataires d'un CDI

Cette ancienneté moyenne est relativement faible. A titre de comparaison, elle était de 11 ans en 2021 dans les entreprises françaises tous secteurs confondus d'après Eurostat.

Les proportions de salariés ayant moins d'un an d'ancienneté (23%) ou une ancienneté comprise entre 1 et 5 ans (40%) sont très supérieures aux moyennes des salariés tous secteurs confondus (respectivement, 17% et 16,6% d'après l'INSEE).

Les hommes ont une ancienneté moyenne supérieure à celles des femmes : respectivement 6,3 ans contre 5,5 ans.



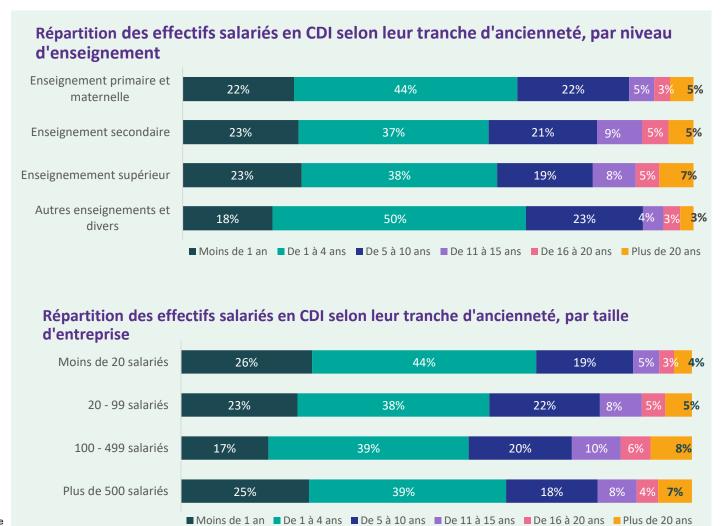


L'ancienneté des signataires d'un CDI varie selon la taille ou le type d'enseignement de l'entreprise, sans que les écarts soient pour autant significatifs

Les salariés en CDI ayant entre 1 et 5 ans d'ancienneté demeurent majoritaires, indépendamment de la taille ou du type d'enseignement de l'entreprise.

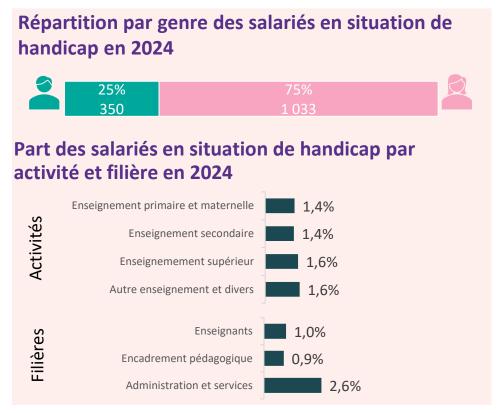
Néanmoins, on peut noter que la proportion de salariés en CDI ayant plus de 10 ans d'ancienneté est plus importante dans l'enseignement supérieur (20%) et le l'enseignement secondaire (19%), que dans l'enseignement maternel et primaire (13%) ou les autres types d'enseignements (10%).

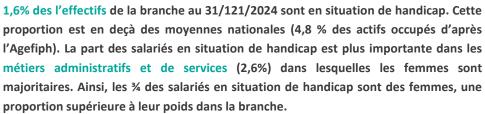
Elle est également plus élevée dans les grands établissements que dans les plus petits.

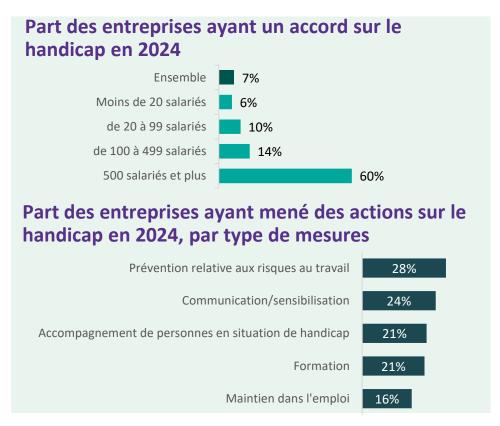




En 2024, 1,6% des salariés de la branche sont en situation de handicap







Au global, 7% des entreprises de la branche disposaient d'un accord sur la thématique du handicap en 2024. Ce pourcentage augmente avec la taille des entreprises. Ainsi, 60% des grandes entreprises de 500 salariés et plus disposent d'un tel accord.

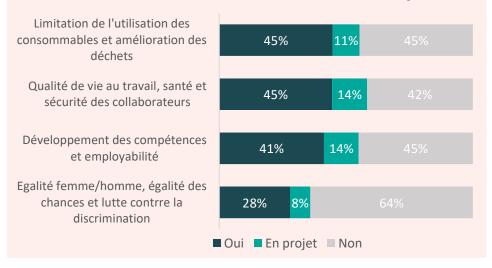
Disposant d'un accord ou non, les entreprises ont néanmoins mis en place des actions sur cette thématique en termes de prévention des risques, d'accompagnement ou de maintien dans l'emploi, de communication, sensibilisation et formation.



En 2024, la moitié des entreprises mènent ou envisagent des actions de responsabilité sociétale et environnementale (RSE)



Part des entreprises ayant mis en place ou non des actions RSE en 2024, selon les thématiques



Globalement, 40% des entreprises ont déjà mis en place au moins une action RSE et 12% ont des actions en projet. Les actions menées portent en priorité sur les enjeux écologiques (tri, de recyclage des déchets, éco-citoyenneté ...) et sur les enjeux liés à la qualité de vie au travail des salariés comme à leur employabilité. Les sujets d'égalité professionnelle, de lutte contre les discriminations et en faveur de l'inclusion font également l'objet d'actions dans les entreprises, même si dans une moindre mesure.

Actions en faveur des séniors

Moins de 2% des entreprises ont un accord ou mis en place des actions spécifiques en faveur des séniors

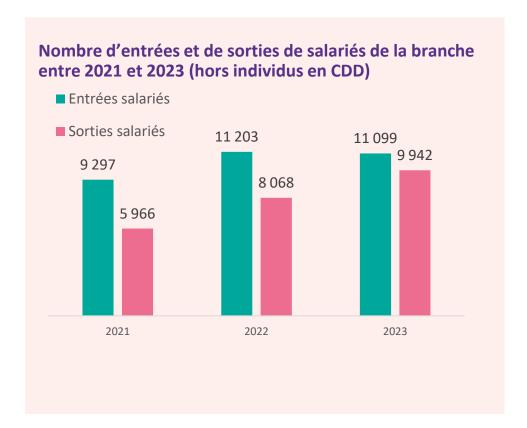
8% des séniors salariés des entreprises ont bénéficié d'une évolution professionnelle suite à une formation en 2024

Les actions spécifiques en leur faveur sont peu développées : moins de 2% des entreprises ont mis un accord ou un plan d'actions dédiés. Les actions mises en place comprennent généralement des aménagements du temps de travail, des formations pour renforcer l'employabilité et dans certains cas des plans de retraite progressive.





Entrées et sorties dans la branche en 2023 (hors CDD)



2023			
	Nb	%	
Contrats à durée indéterminée	8 744	79%	
Contrats d'apprentissage	1 798	16%	
Contrats de professionnalisation	74	1%	
Autres motifs	483	4%	

Motifs des départs en 2023				
	Nb	%		
Démissions	4 031	41%		
Licenciements (tous motifs)	2 646	27%		
Ruptures conventionnelles	1 856	19%		
Départs en retraite	312	3%		
Autres motifs	1 097	11%		

[•] Hors les entrées et sorties de CDD (non comptabilisés par Agirc Arrco pour ces mouvements de salariés), la plupart des embauches dans la branche se sont effectuées en CDI, mais l'apprentissage a également constitué une voie d'entrée significative. Hormis les fins de CDD, la majorité des départs résulte d'une démission. Il convient également de noter une hausse du nombre de licenciements (2 646 cas en 2023, soit 27% des départs) par rapport à l'année précédente (1 816 cas en 2022, soit 22 % des départs).

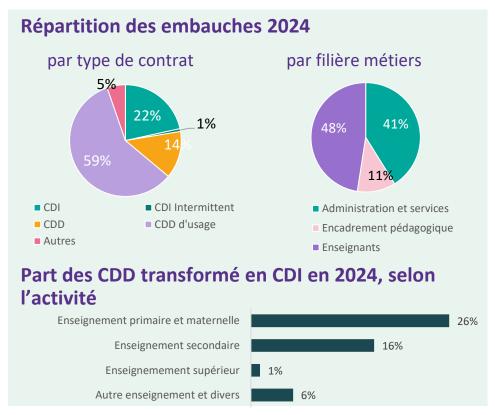
Source : Données Agirc Arrco 2023



En 2024, 72% des entreprises de la branche ont recruté, totalisant 52 270 embauches tous types de contrats confondus (y compris les CDD)



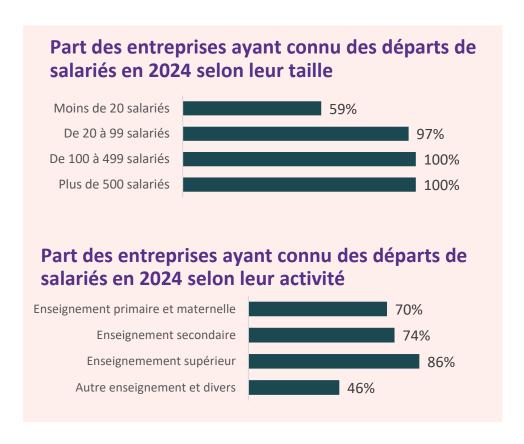
En 2024, 72% des entreprises de la branche ont réalisé au moins une embauche. Toutes les tailles d'entreprise ont recruté, bien que les entreprises de moins de 20 salariés l'aient fait un peu moins souvent (67%), comparé à 97% des entreprises de 20 à 99 salariés et 100% de celles de plus de 100 salariés. Tous les types d'enseignement ont également procédé à des embauches. Les entreprises de l'enseignement supérieur sont particulièrement concernées puisque 93% en ont réalisé.



En 2024, 22% des embauches ont été réalisées en CDI. Près de 73% concernaient des CDD, avec une majorité de CDD d'usage. Les enseignants représentent près de la moitié des recrutements, suivis par les emplois de la filière Administration et services. Globalement, 2,4% des CDD ont été transformés en CDI. Ce taux atteint 26% dans l'enseignement maternel et primaire.



En 2024, 65% des entreprises de la branche ont enregistré des départs, totalisant 51 400 sorties tous types de contrats confondus





Les départs de salariés ont été moins fréquents dans les entreprises de moins de 20 salariés : 69% d'entre elles, contre 97 à 100 % des entreprises des plus grande taille ont été confrontés à des départs de salariés au cours de 2024. Ces départs ont concerné des entreprises des différents secteurs, mais plus particulièrement de l'enseignement supérieur, et moins souvent les entreprises des autres enseignements.

Comme près des ¾ des embauches ont été réalisées en CDD, 74% des départs concernent l'arrivée à terme de contrats. Les licenciements n'ont quant à eux concerné que 3% des départs.





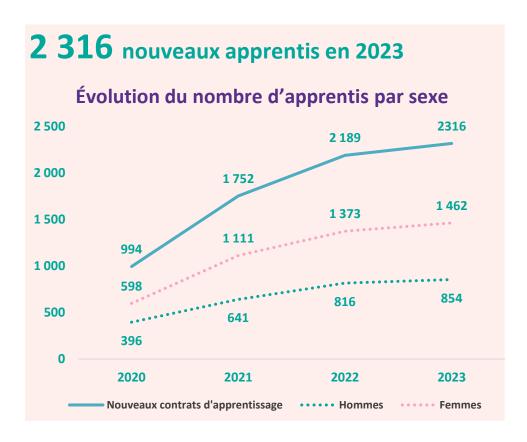


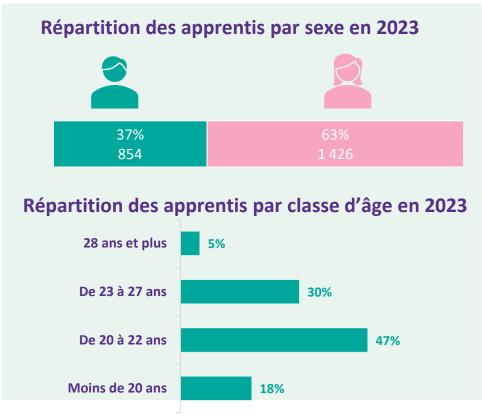
4.1

Alternance



Une poursuite de la croissance du nombre d'apprentis





[•] Le nombre de nouveaux apprentis dans la branche a augmenté de +6 % par rapport à 2022, ce qui représente une évolution plus importante qu'au niveau national qui a vu son nombre de nouveaux contrats augmenter de +2% en 2023.

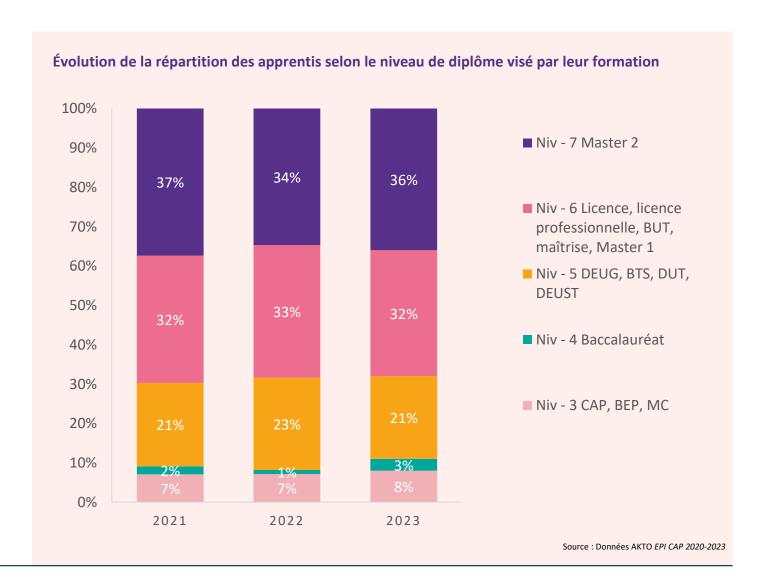


[•] La répartition femmes- hommes, reste identique à l'année 2022 avec une majorité de femmes (majoritaires dans les effectifs globaux) et de jeunes âgés de 20 à 22 ans.

Des apprentis visant majoritairement des diplômes de niveau supérieur

Les apprentis visent des niveaux de qualification élevés : 68 % pour des diplômes de niveau 6 ou 7.

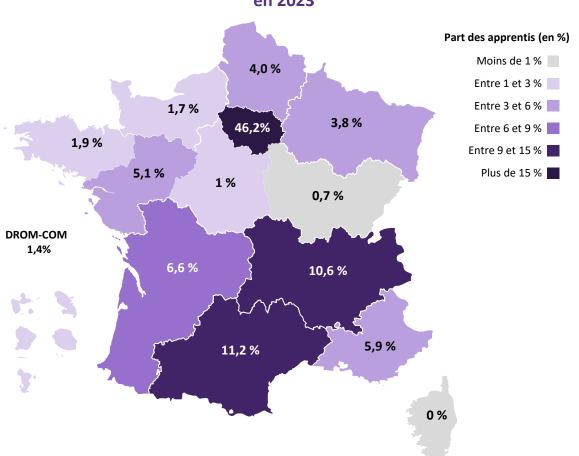
Cette tendance est stable depuis plusieurs années et correspond au niveau de qualification des salariés dont 45% sont des cadres.





Les apprentis majoritairement en contrat en IDF

Répartition des apprentis selon la région de l'entreprise d'accueil en 2023



Région	Effectifs 2020	Effectifs 2021	Effectifs 2022	Effectifs 2023
Auvergne-Rhône-Alpes	11%	10%	11%	11%
Bourgogne-Franche-Comté	1%	1%	1%	1%
Bretagne	2%	1%	2%	2%
Centre-Val de Loire	0%	1%	1%	1%
Corse	0%	0%	0%	0%
Grand Est	5%	5%	4%	4%
Hauts-de-France	5%	4%	5%	4%
Île-de-France	51%	47%	45%	46%
Normandie	1%	2%	1%	2%
Nouvelle-Aquitaine	5%	6%	6%	7%
Occitanie	8%	11%	10%	11%
Pays de la Loire	4%	4%	4%	5%
Provence-Alpes-Côte d'Azur	7%	8%	8%	6%
DROM-COM	0%	1%	1%	1%

On constate une présence forte des apprentis en lle de France, présence relativement stable depuis 2020. La répartition régionale correspond à celle des effectifs de la branche, avec une légère surreprésentation des apprentis en Îlede-France (46 %) par rapport à la branche (40 %).



Des thématiques de formation variées

15 thématiques de formation concentrent 96 % des apprentis en 2023.

Les apprentis sont davantage engagés sur des parcours correspondant aux métiers support de la branche : du commerce et de la communication.

Le domaine de l'enseignement ne représente qu'1% des contrats.

Top 15 des thématiques de formation 2023

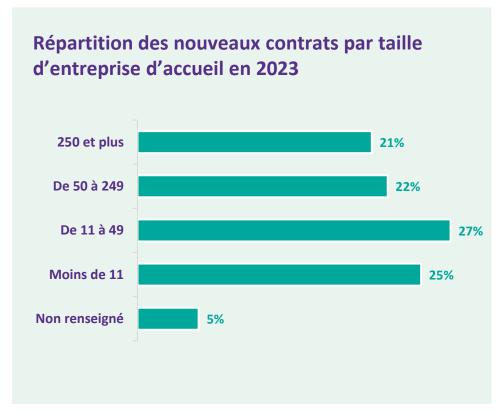
Thématique de formation	Effectif			
i nematique de formation	Femmes	Hommes	lommes Total	
Commerce, vente	57%	43%	396	20%
Spécialités plurivalentes de la communication	69%	31%	334	17%
Informatique, traitement de l'information, réseaux de transmission des données	27%	73%	216	11%
Spécialités plurivalentes des échanges et de la gestion (y compris administration générale des entreprises	70%	30%	212	11%
Travail social	94%	6%	162	8%
Comptabilité, gestion	64%	36%	146	7%
Ressources humaines, gestion du personnel, gestion de l'emploi	82%	18%	133	7%
Finances, banques, assurances, immobilier	59%	41%	111	6%
Secrétariat, bureautique	77%	23%	70	4%
Techniques de l'image et du son, métiers connexes du spectacle	42%	58%	66	3%
Animation sportive culturelle et de loisirs	38%	62%	16	1%
Techniques de l'imprimerie et de l'édition	40%	60%	15	1%
Journalisme et communication (y compris communication graphique)	67%	33%	15	1%
Enseignement, formation	69%	31%	13	1%
Bâtiment : finitions	71%	29%	7	0%



Des apprentis plus présents dans les établissements d'enseignement supérieur



 Les entreprises de l'enseignement supérieur, qui regroupent le plus d'emplois, accueillent également le plus grand nombre d'apprentis : 39%



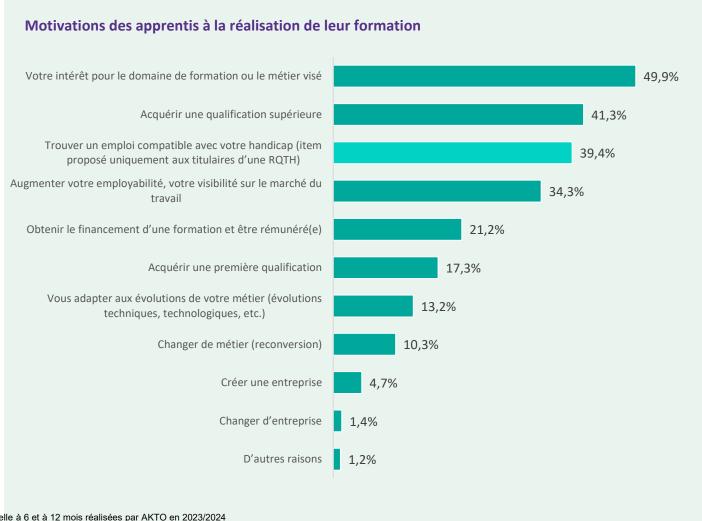
- 52% au moins des apprentis sont en formation dans les petites et moyennes entreprises de moins de 50 salariés
- Les apprentis sont également très présents, et en augmentation par rapport à 2022 (+2,5%) dans les entreprises de plus de 50 salariés.



La motivation des apprentis : leur intérêt pour le domaine ou le métier visé

Les enquêtes de satisfaction et d'insertion professionnelle réalisées par AKTO en 2023/2024 révèlent que le premier moteur de cet apprentissage est l'intérêt que les apprentis portent au domaine de formation ou au métier visé.

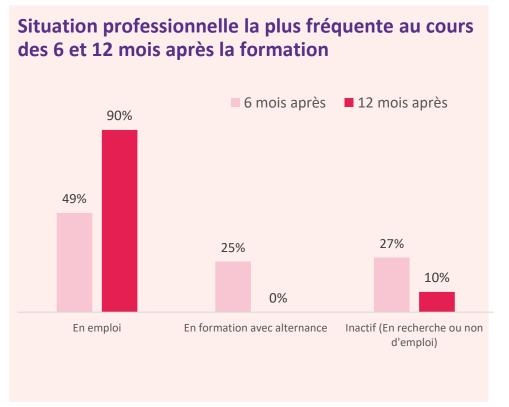
En deuxième position vient la volonté d'acquérir une qualification supérieure, en lien avec le constat d'une augmentation du niveau des diplômes visés.

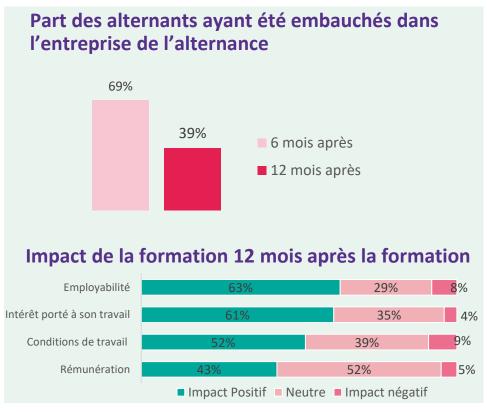


Source : Données enquêtes de satisfaction et d'insertion professionnelle à 6 et à 12 mois réalisées par AKTO en 2023/2024



Une employabilité renforcée





- L'insertion dans l'emploi se fait majoritairement 12 mois après l'apprentissage
- Un quart des apprentis sont encore en formation en alternance 6 après.
- 69% des apprentis en emploi l'ont d'abord été dans leur entreprise d'accueil, mais cette proportion baisse 12 mois après la formation

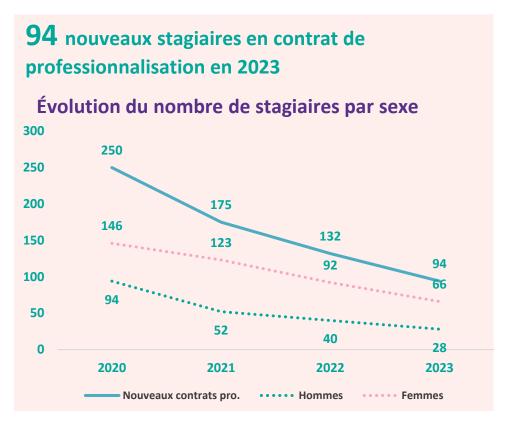
 L'impact de l'apprentissage est jugé positivement, principalement sur l'employabilité des apprentis mais également grâce à l'intérêt porté au travail réalisé

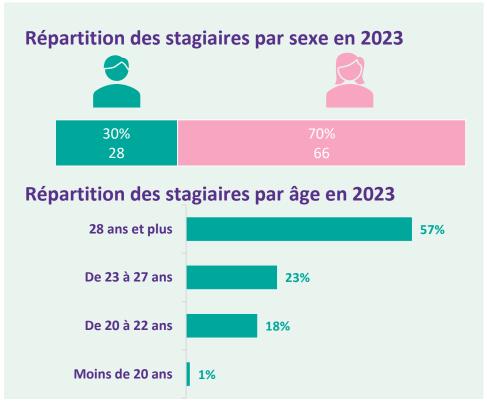
Source : Données enquêtes de satisfaction et d'insertion professionnelle à 6 et à 12 mois réalisées par AKTO en 2023/2024





Une nette diminution des contrats de professionnalisation entre 2020 et 2023





[•] Comme au niveau national, la baisse des contrats de professionnalisation se poursuit dans la branche (au profit de l'apprentissage) : -29 % de nouveaux contrats par rapport à 2022.



[•] Les stagiaires sont majoritairement des femmes (une proportion plus importante que celle dans les effectifs (61,4%)

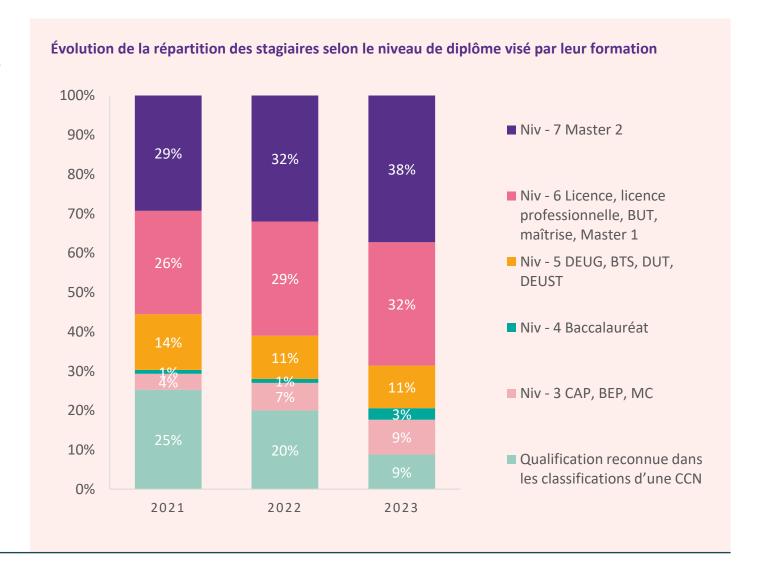
^{*} Comme cela est constaté au niveau national, l'âge à l'entrée du contrat de professionnalisation augmente : 57% avaient 28 ans ou plus en 2023

Des stagiaires en contrat de professionnalisation visant majoritairement des diplômes de niveau supérieur

Sur l'ensemble de la période, près de 70 % des alternants en contrat de professionnalisation visent des certifications de niveaux 6 ou 7.

En 2023,

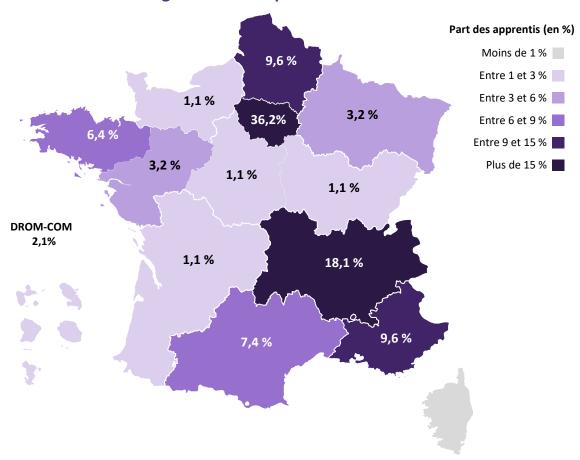
9% des nouveaux stagiaires visaient une
qualification reconnue dans la convention
collective, une proportion en forte baisse par
rapport aux années précédentes.





Les stagiaires majoritairement en contrat en IDF

Répartition des stagiaires du contrat de professionnalisation selon la région de l'entreprise d'accueil en 2023



Région	Effectifs 2020	Effectifs 2021	Effectifs 2022	Effectifs 2023
Auvergne-Rhône-Alpes	7%	4%	11%	18%
Bourgogne-Franche-Comté	1%	2%	7%	1%
Bretagne	2%	1%	3%	6%
Centre-Val de Loire	0%	0%	0%	1%
Corse	0%	0%	1%	0%
Grand Est	4%	5%	2%	3%
Hauts-de-France	12%	14%	8%	10%
Île-de-France	46%	46%	34%	36%
Normandie	0%	4%	0%	1%
Nouvelle-Aquitaine	7%	6%	3%	1%
Occitanie	8%	9%	11%	7%
Pays de la Loire	5%	4%	2%	3%
Provence-Alpes-Côte d'Azur	4%	3%	10%	10%
DROM-COM	3%	2%	8%	2%

On constate une relative concentration des stagiaires en contrat de professionnalisation en Ile-de-France ; Néanmoins, cette part tend à diminuer au profit des autres régions.



Des thématiques de formation variées pour le contrat de professionnalisation

15 thématiques de formation concentrent 92 % des stagiaires 2023.

Contrairement à l'apprentissage, la thématique la plus représentée est une thématique métier « Enseignement, formation ».

Le domaine Commerce, vente arrive en 2e position

Évolution du nombre de stagiaires dans le top 3 des thématiques de formation



- Spécialités plurivalentes des échanges et de la gestion
- Commerce, vente
- Enseignement, formation

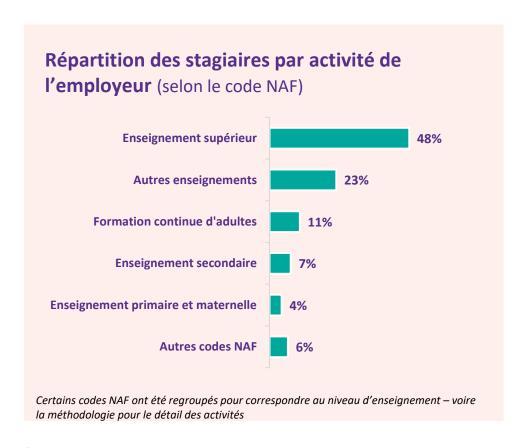
Source : Données AKTO EPI CPRO 2023

Top 15 des thématiques de formation 2023

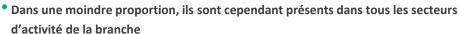
Thématique de formation	Effectif			
i nematique de formation	Femmes	Hommes	Hommes Total	
Enseignement, formation	71%	29%	14	15%
Commerce, vente	92%	8%	12	13%
Spécialités plurivalentes des échanges et de la gestion (y compris administration générale des entreprises)	67%	33%	9	10%
Ressources humaines, gestion du personnel, gestion de l'emploi	100%	0%	8	9%
Informatique, traitement de l'information, réseaux de transmission des données	29%	71%	7	8%
Spécialités plurivalentes de la communication	86%	14%	7	8%
Travail social	100%	0%	7	8%
Mathématiques	0%	100%	4	4%
Techniques de l'imprimerie et de l'édition	50%	50%	4	4%
Techniques de l'image et du son, métiers connexes du spectacle	25%	75%	4	4%
Spécialités plurivalentes des services	100%	0%	2	2%
Comptabilité, gestion	100%	0%	2	2%
Secrétariat, bureautique	50%	50%	2	2%
Technologies industrielles fondamentales (génie industriel et procédés de transformation, spécialités à dominante fonctionnelle)	100%	0%	2	2%
Journalisme et communication (y compris communication graphique)	100%	0%	1	1%

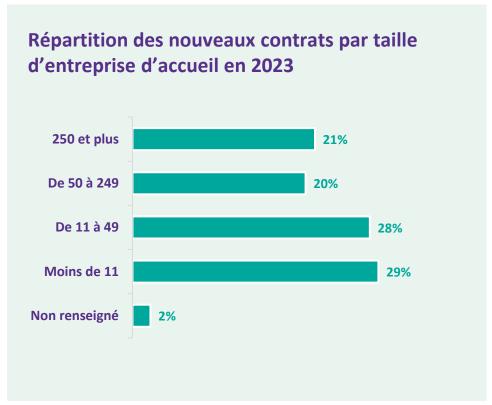


Les stagiaires du contrat de professionnalisation en majorité dans les entreprises de l'enseignement supérieur









• Les petites et moyennes entreprises dénombrant moins de 50 salariés accueillent 57% des stagiaires.



Motivation du contrat de professionnalisation

Les enquêtes de satisfaction et d'insertion professionnelle par AKTO révèlent que l'objectif principal des stagiaires en contrat de professionnalisation est d'acquérir une qualification supérieure : 45% d'entre eux.

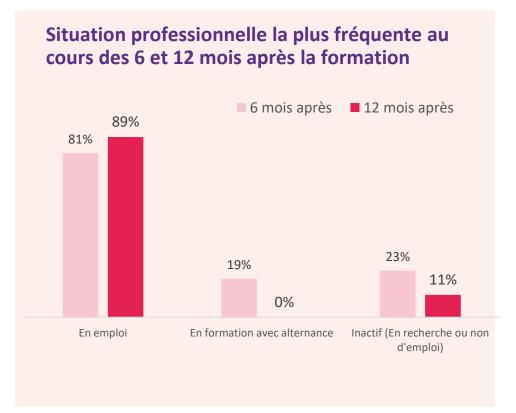
C'est également un levier pour une reconversion : c'est la motivation de près d'un quart des stagiaires.

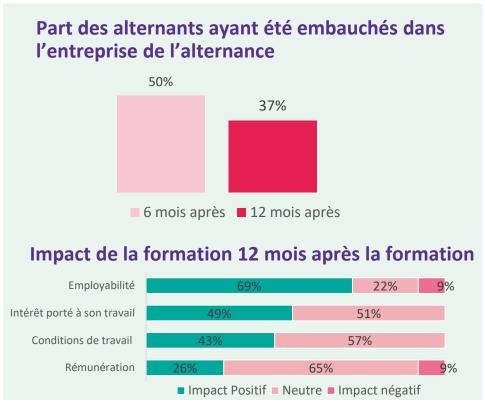


Source : Données enquêtes de satisfaction et d'insertion professionnelle à 6 et à 12 mois réalisées par AKTO en 2023/2024



Une employabilité renforcée après le contrat de professionnalisation





- 6 mois après leur formation, 81% des stagiaires sont le plus souvent en emploi; la moitié le sont dans l'entreprise dans laquelle ils ont réalisé leur contrat de professionnalisation.
- 12 mois après la formation, 89% sont majoritairement emplois.

En lien avec la motivation à la formation (augmentation du niveau de qualification ou reconversion), le développement de l'employabilité est le principal impact du contrat de professionnalisation pour les stagiaires

Source : Données enquêtes de satisfaction et d'insertion professionnelle à 6 et à 12 mois réalisées par AKTO en 2023/2024





Focus Pro-A

La reconversion ou promotion par alternance (Pro-A)



Pas de Pro-A en 2023

La branche a signé un accord le 13 mars 2020, relatif à la reconversion ou la promotion par alternance (Pro-A), puis étendu par arrêté le 25 janvier 2021.

Comme en 2022, aucune n'action n'a abouti en 2023

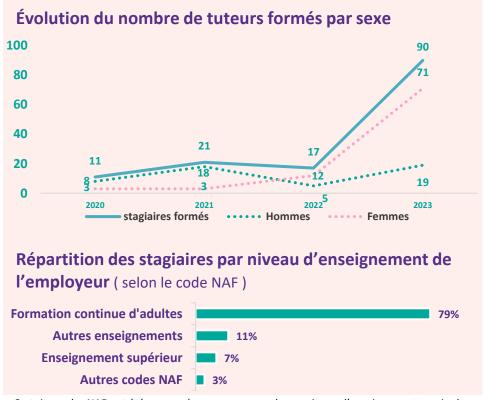


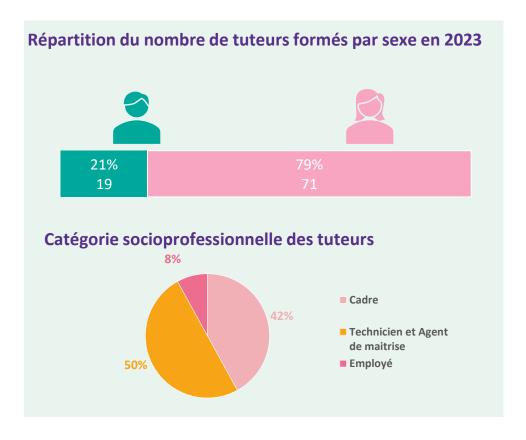


Focus Formations tuteurs

Une très forte augmentation de formations tuteurs

90 tuteurs formés en 2023





Certains codes NAF ont été regroupés pour correspondre au niveau d'enseignement – voire la méthodologie pour le détail des activités

- 5 fois plus de tuteurs ont été formés par rapport à 2022, dont 79% des salariés d'entreprises relevant du code NAF de la formation continue.
- On observe une inversion de la proportion femmes- hommes formés en 2023 par rapport à l'année précédente. Néanmoins, depuis 2020, une majorité de femmes (64% de femmes formées sur la période 2020-2023) s'est formée au tutorat

Source: Données AKTO BO 2023

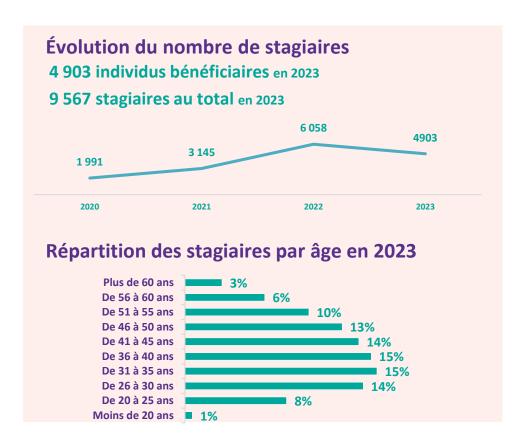


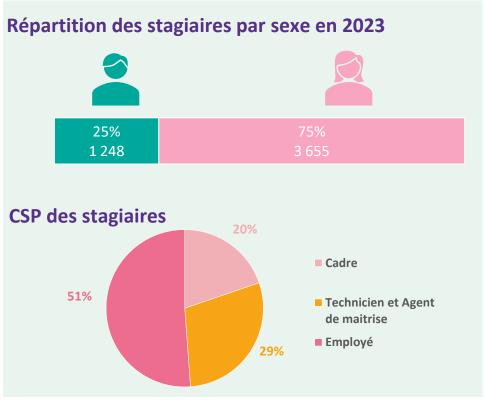


4.2



Focus financement Plan de Développement des Compétences des entreprises de moins de 50 salariés



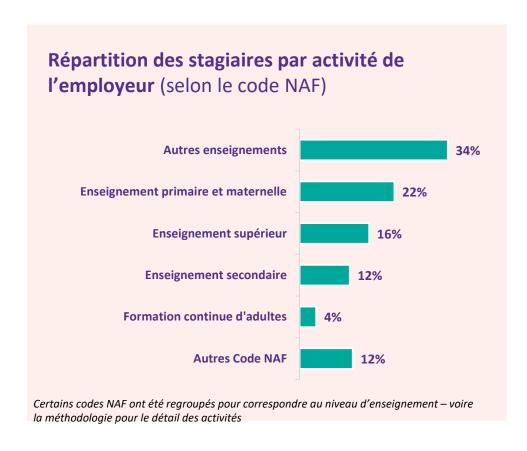


- Ce nombre de stagiaires formés est en diminution par rapport à 2022 (6058)
- Les femmes, majoritaires dans la branche, sont également majoritaires parmi les stagiaires
- Des salariés de tous âges ont pu bénéficier d'une formation (dont 19% de plus de 50 ans)

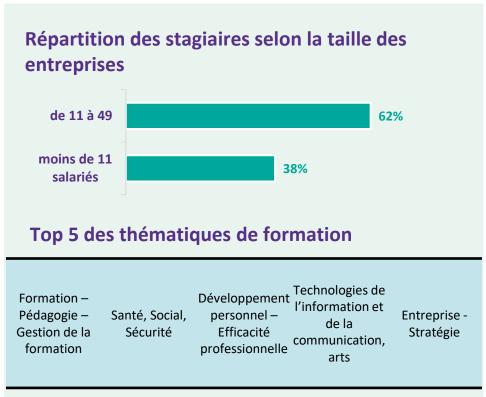
Source : Données AKTO BO 2023



Focus financement Plan de Développement des Compétences des entreprises de moins de 50 salariés







- Les stagiaires sont réparties majoritairement dans les entreprises de 11 à 49 salariés
- Les formations suivies visent en priorité des compétences liés au cœur de métiers de la branche : Enseignement-formation

Source: Données AKTO BO 2023



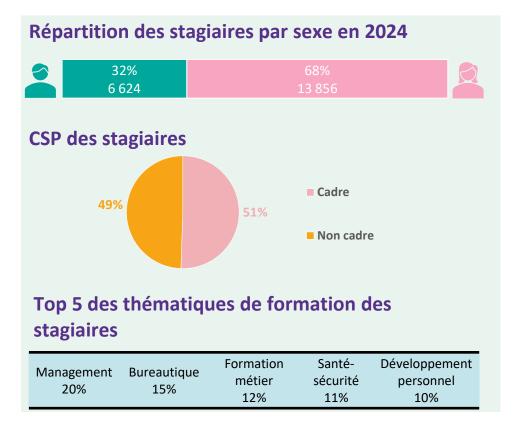


Focus financement sur le Plan de Développement des Compétences des entreprises de plus de 50 salariés en 2024

20 480 stagiaires des entreprises de plus de 50 salariés ont bénéficié d'une action de formation financée dans le cadre du plan de développement des compétences de leur entreprise en 2024.

Répartition des stagiaires par âge en 2024

Plus de 50 ans de 26 à 49 ans de 26 à 49 ans de 26 à 49 ans de 26 ans de 26 ans de 26 de 26 à 49 ans de 26 ans de 26 de



 Les stagiaires sont très majoritairement des salariés de l'enseignement supérieur, en corrélation avec le poids de cette activité dans les effectifs et dans la part des grandes entreprises dans la branche.

0.1%

Autres enseignements et divers

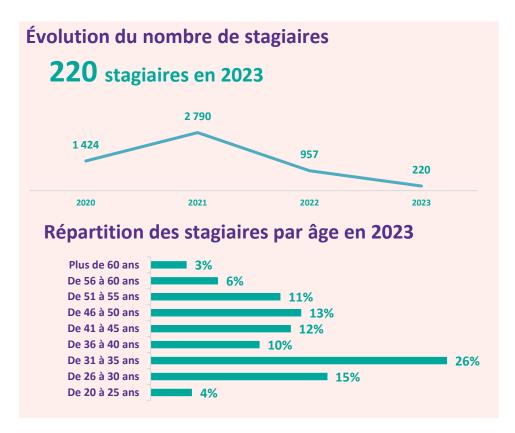
- Les femmes ont majoritairement bénéficié de ces formations, dans une proportion légèrement supérieure à leur part au sein de la branche.
- Les formations suivies visent en priorité des compétences liés au management (20%)

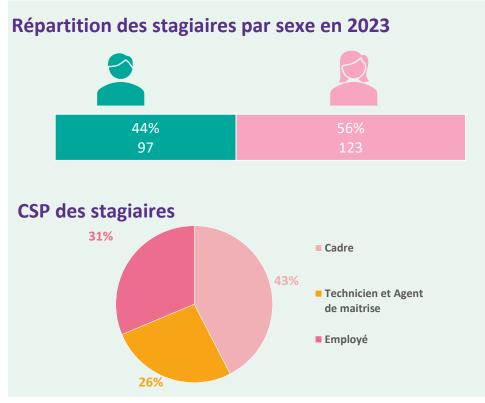




Focus FNE

Focus financement FNE : une forte diminution du nombre de stagiaires





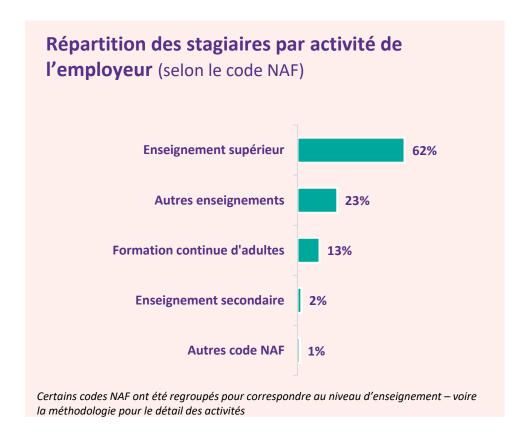
[•] Suite à la baisse des fonds et à un cadrage des formations éligibles plus restreint de l'Etat, une très forte diminution du nombre de stagiaires formés (-77 %) par rapport à 2022 (957 en 2022)

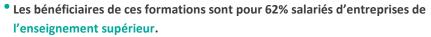
^{• 45%} ont moins de 36 ans
Source : Données AKTO BO 2023

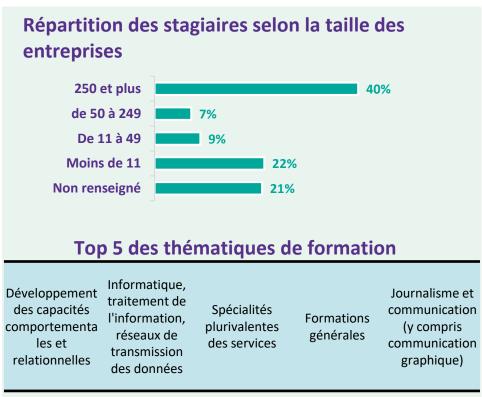


[•] Les stagiaires formées appartiennent aux différentes CSP. Il s'agit d'une majorité de femmes.

Focus financement FNE







• 40% des stagiaires sont salariés d'entreprises de plus de 250 salariés.

Source : Données AKTO BO 2023





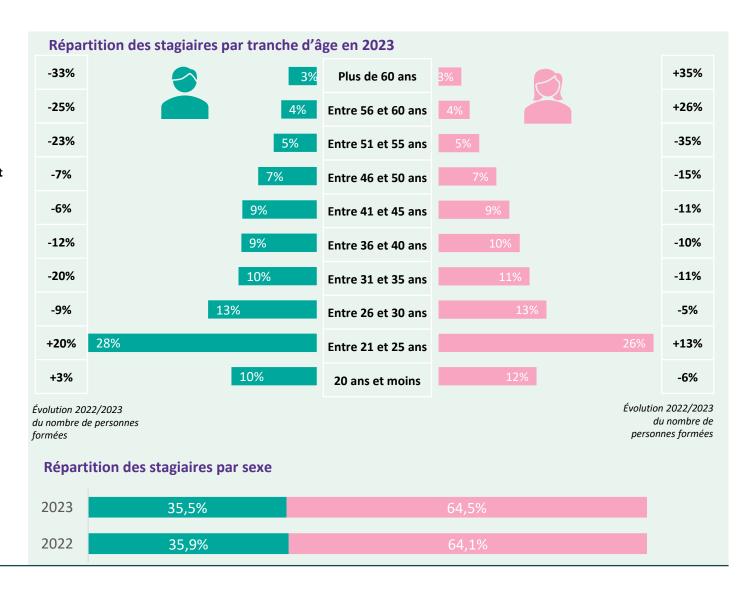
Focus CPF

Focus CPF

5 475 salariés de la branche se sont formés par le biais de leurs CPF en 2023 : +7% par rapport à 2022

Ce sont les jeunes entre 21 et 25 ans qui se sont plus particulièrement emparés du dispositif en 2023.

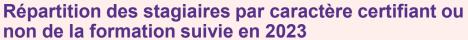
La répartition des stagiaires par genre en 2023 est identique à celle de 2022 : 64% de femmes et 36% d'hommes.

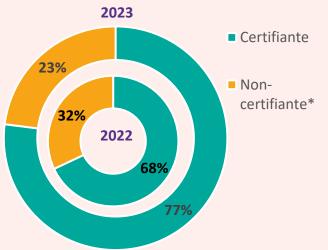


Source : Données Agora



Focus CPF





*On peut financer dans le cadre du CPF plusieurs types d'actions ou de formations non-certifiantes parmi lesquelles :

- Acquisition de socle de connaissance / compétences
- Formation accompagnant une VAE
- Bilans de compétences
- Formations liées à la création ou reprise d'une entreprise
- Acquisition de compétences nécessaire aux missions bénévoles

Plus de ¾ des formations suivies via le CPF visaient une certification, davantage qu'en 2022.

La part des formations dispensées uniquement en présentiel a fortement augmenté





Objectif des formations en 2023

Objectif	Répartition des stagiaires
Préparation à l'accès à la qualification	34%
Compétences clés, illettrisme, savoirs de base	21%
Acquisition de compétences préalable à l'emploi	9%
Développement des compétences professionnelles des salariés	9%
Adaptation au poste / maintien dans l'emploi	7%

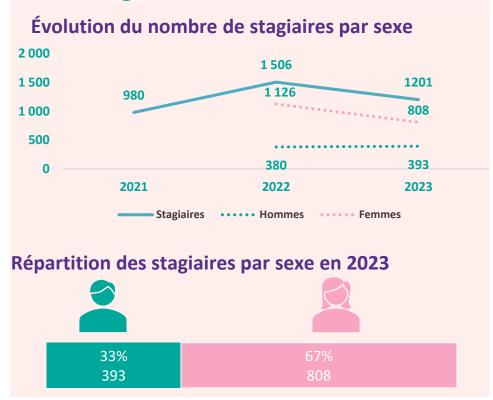
Source : Données Agora

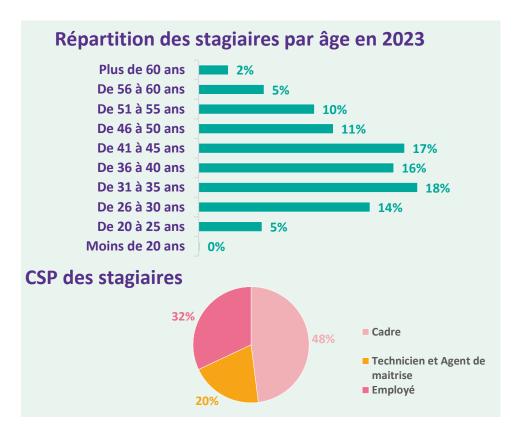




Financement versements volontaires

1 201 stagiaires en formation en 2023





Source : Données AKTO EPI Vers. Vol 2023



Le nombre de salariés formés a diminué de 20% par rapport à 2022

[•] Comme pour les autres dispositifs, les femmes sont majoritaires. A noter que 17% des bénéficiaires avaient plus de 50 ans

^{*} Comme en 2022, les cadres ont plus particulièrement bénéficié du versement volontaire mais dans une proportion moindre (48%), au profit des employés

Financement versements volontaires

- Les thématiques des formations suivies par le biais du versement volontaires sont très diverses.
- Les technologies de l'information arrivent en tête.
- Par genre, on retrouve une majorité de femmes dans les 15 thématiques de formation les plus représentées en 2023 : seule la thématique « Energie, Electrique » voit une surreprésentation des hommes.

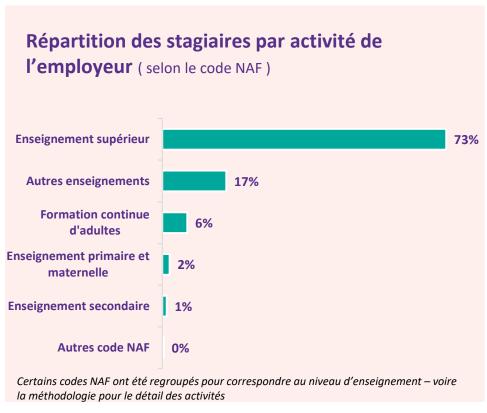
Top 15 des thématiques de formation 2023

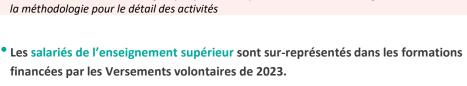
Thématique de formation		Effectif			
		Hommes	mmes Total		
TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION, ARTS	67%	33%	261	17%	
VIE ET GESTION DES ORGANISATIONS	66%	34%	181	12%	
SANTE, SOCIAL, SECURITE	65%	35%	177	12%	
SCIENCES HUMAINES, ECONOMIE, DROIT, LANGUES	70%	30%	143	9%	
ADMINISTRATIF - TERTIAIRE - GRH - FONCTIONS SUPPORT	62%	38%	115	8%	
DEVELOPPEMENT PERSONNEL - EFFICACITE PROFESSIONNELLE	79%	21%	107	7%	
POLYVALENCE (TECHNIQUES ET METIER)	78%	22%	101	7%	
FORMATEURS/INSTRUCTEURS/TUTEURS	81%	79%	99	6%	
DEVELOPPEMENT DES COMPETENCES	75%	25%	79	5%	
MANAGEMENT DES HOMMES - MANAGEMENT OPERATIONNEL - LEADERSHIP	65%	35%	68	4%	
BUREAUTIQUE	66%	34%	44	3%	
ENTREPRISE - STRATEGIE	53%	47%	36	2%	
ENERGIE, ELECTRICITE	21%	79%	33	2%	
COMMERCE, MARKETING, FINANCE	87%	13%	30	2%	
FORMATION - PEDAGOGIE - GESTION DE LA FORMATION	82%	18%	17	1%	

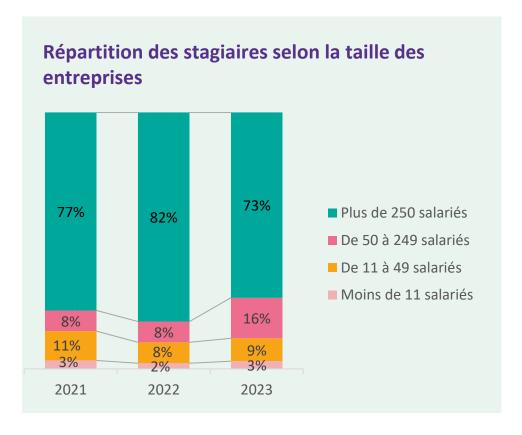
Source: Données AKTO EPI Vers. Vol 2023



Une majorité des salariés formés dans l'enseignement supérieur





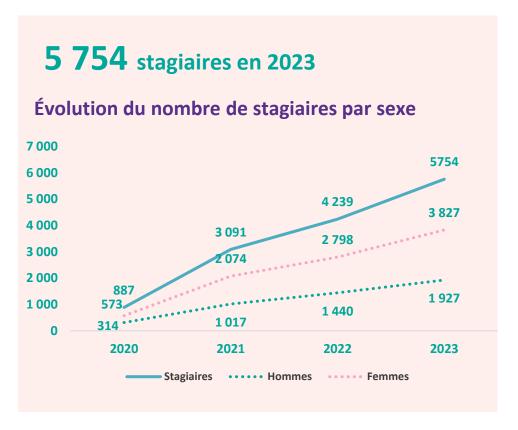


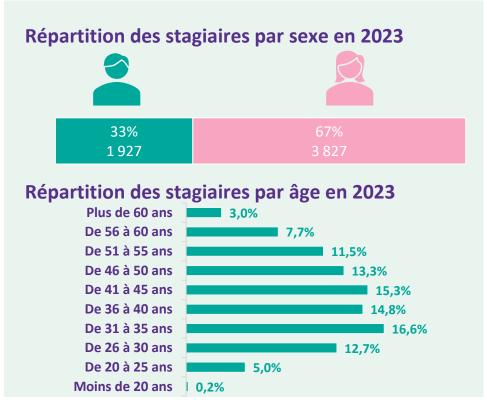
• 72,6% des salariés formés travaillent dans des entreprises de plus de 250 salariés.

Source : Données AKTO EPI Vers. Vol 2023









- Le nombre de stagiaires formés sur le dispositif de la contribution volontaire continue d'augmenter : +36 % de stagiaires par rapport à 2022
- Les femmes sont majoritaires parmi les salariés formés

Source: Données AKTO EPI PlanConv2023



[•] Le dispositif a concerné des salariés de tous âges, dont 22% de plus de 50 ans

La répartition des stagiaires par catégories socioprofessionnelles a faiblement évolué entre 2022 et 2023.

Les cadres (45% des effectifs globaux) restent surreprésentés par les stagiaires formés (54%),



Source : Données AKTO EPI PlanConv2023



Formations

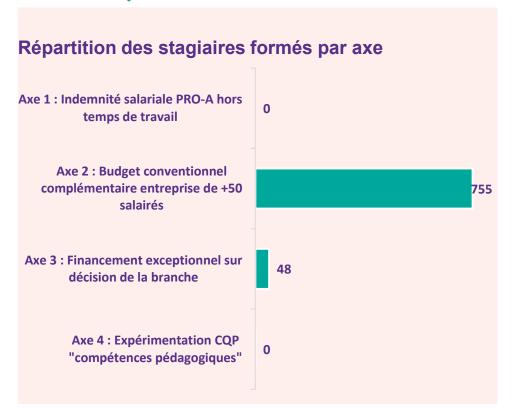
Top 15 des thématiques de formations 2023

Thématique de formation		Stagiaires			Répartition
		2021	2022	2023	2023
SANTE, SOCIAL, SECURITE	102	227	574	1378	24%
DEVELOPPEMENT DES COMPETENCES	0	380	500	779	13%
TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION, ARTS	106	220	426	562	10%
VIE ET GESTION DES ORGANISATIONS	44	363	333	473	8%
FORMATION - PEDAGOGIE - GESTION DE LA FORMATION	72	218	281	406	7%
SCIENCES HUMAINES, ECONOMIE, DROIT, LANGUES	0	246	248	361	6%
MANAGEMENT DES HOMMES - MANAGEMENT OPERATIONNEL - LEADERSHIP	0	117	374	278	5%
COMMERCE, MARKETING, FINANCE	18	144	217	179	3%
POLYVALENCE (TECHNIQUES ET METIER)	0	137	238	169	3%
DEVELOPPEMENT PERSONNEL - EFFICACITE PROFESSIONNELLE	14	271	49	164	3%
BUREAUTIQUE	60	66	144	157	3%
ADMINISTRATIF - TERTIAIRE - GRH - FONCTIONS SUPPORT	48	91	124	142	2%
ENTREPRISE - STRATEGIE	0	53	128	132	2%
PRODUCTION INDUSTRIELLE, TRANSPORT, LOGISTIQUE	0	85	91	107	2%
AGRICULTURE, ENVIRONNEMENT	0	44	117	91	2%

Source: Données AKTO EPI PlanConv2023



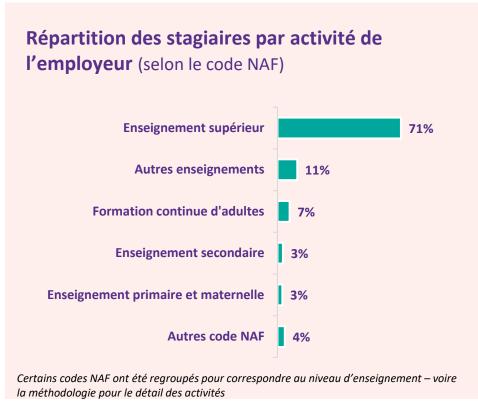
Axes prioritaires



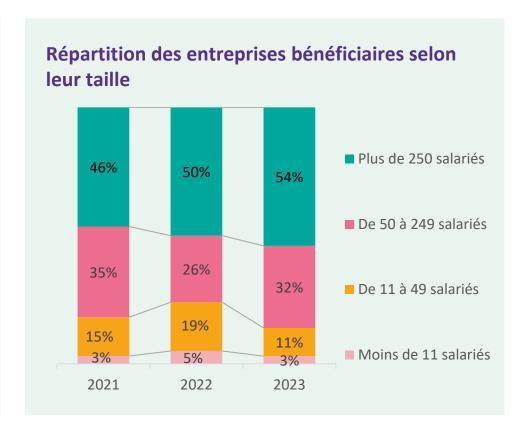


Source : Données AKTO EPI PlanConv2023









• 54 % des stagiaires travaillent dans une entreprise de plus de 250 salariés. Cette proportion est en augmentation depuis 2020

Source : Données AKTO EPI PlanConv2023





5 Méthodologie

Sources statistiques mobilisées

Données	Sources publiques
Données économiques	DARES, Portrait Statistiques de Branche, pour les années 2018- 2022 (IDCC 2691)
	AGIRC-ARRCO, portrait de la branche pour 2023 (IDCC 2691)
	Education nationale - Repères et références statistiques 2023
	Enquête nationale 20255 auprès des entreprises de la branche sur l'exercice 2024
Données emploi & social	AGIRC-ARRCO, portrait de la branche pour les années 2020- 2021-2022 (IDCC 2691)
	DARES, Portraits Statistiques Branche (IDCC 2691) pour les effectifs totaux années 2018-2022
	Commande INSEE sur la Base tous salariés - (IDCC 2691- emplois principaux) 2022
	INSEE, données BTS au 1/12ème de 2016 à 2022
	Enquête nationale 20255 auprès des entreprises de la branche sur l'exercice 2024
Données formation	Données AKTO
	Données AGORA pour le CPF
	Données d'enquête de branche pour le PDC des entreprises de plus de 50 salariés

Données d'enquête

Enquête réalisée par le Cabinet BLS SET auprès des entreprises de la branche sur leurs données 2024.

Analyse réalisée sur les données de 800 réponses, représentant 27,5% des entreprises et 30,8% des effectifs salariés.





Activités et nomenclatures utilisées

Regroupements des codes NAF pour l'établissement des indicateurs

Activité	Code NAF
Enseignement primaire et maternelle	85.10Z Enseignement pré-primaire 85.20Z Enseignement primaire
Enseignement secondaire	85.31Z Enseignement secondaire général 8532Z Enseignement secondaire technique ou professionnel
Enseignement supérieur	55.42Z Enseignement supérieur 8541Z - Enseignement post-secondaire non supérieur
Formation continue d'adultes	8559A Formation continue d'adultes
Autres enseignements	8551Z - Enseignement de disciplines sportives et d'activités de loisirs 8552Z - Enseignement culturel 8559B - Autres enseignements 8560Z-Activités de soutien à l'enseignement
Autres NAF	Tous autres activités ayant des salariés relevant de la CCN de l'EPI

Regroupements par filière métiers

Filière	Exemples de professions
Cadres Administratifs	Chefs d'entreprises, cadres des ressources humaines, commerciaux, cadres de la comptabilité finance, chefs de projets informatiques
Employés et Professions intermédiaires administratifs	Employés administratifs, techniciens administratifs, secrétaires, agents d'accueil
Encadrement Pédagogique	Surveillants et aides-éducateurs, animateurs socioculturels et de loisirs, assistantes maternelles, CPE, psychologues
Professeurs et enseignants	Professeurs, formateurs, cadres de la formation, instituteurs, professeurs agrégés
Service Généraux et Techniques	Agents de service, agent de nettoyage, techniciens informatiques, cuisiniers



Panorama emploi formation réalisé par le cabinet Paradoxes Conseil

PARADOXES

Relier les mandes

L'enquête a été réalisée par cabinet BLSET Conseil et études



AKTO

14 rue Riquet 75 019 Paris

Tél.: 01 53 35 70 00

